



UNRISD

UNITED NATIONS
RESEARCH INSTITUTE
FOR SOCIAL DEVELOPMENT

E.T.A. et la violence politique au Pays Basque espagnol

Michel Wieviorka

UNRISD Discussion Paper 40

Janvier 1993

*Les Discussion Papers de l'UNRISD sont des documents préliminaires
distribués en quantité limitée, destinés à stimuler discussion et commentaires*

L'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD) est une institution autonome qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. L'Institut est guidé, dans son travail, par la conviction qu'il est indispensable, pour définir des politiques efficaces de développement, de bien comprendre le contexte social et politique. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les processus et les politiques de développement, que modifient la situation économique et sociale et l'environnement, affectent divers groupes sociaux.

Ses recherches portent sur les thèmes suivants: Crise, ajustement et transformations sociales; Conséquences socio-économiques et politiques du commerce international des drogues illicites; Environnement, développement durable et transformations sociales; Intégration des questions féminines (*gender issues*) dans la politique de développement; Participation et transformations des relations de propriété dans les sociétés communistes et post-communistes; Reconstruction des sociétés déchirées par la guerre; et Violence politique et mouvements sociaux. Les projets de recherche entrepris par l'UNRISD pour le Sommet mondial pour le développement social de 1995 avaient pour thèmes: Repenser le développement social dans les années 90; Restructuration économique et politique sociale; Diversité ethnique et politiques publiques; et Intégration sociale à la base: la dimension urbaine.

Une liste des publications de l'Institut peut être obtenue
auprès du Centre de Référence:

UNRISD • Palais des Nations • 1211 Genève 10 • Suisse
Tel. +41 (0)22 9173020 • Fax +41 (0)22 9170650
info@unrisd.org • www.unrisd.org

Copyright © Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD). Des extraits de cette publication peuvent être reproduits sans modification et sans autorisation sous condition que la source soit indiquée.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNRISD aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La responsabilité des opinions exprimées dans les articles, études et autres contributions signés est celle de leurs auteurs, et leur publication ne reflète donc pas nécessairement le point de vue de l'UNRISD.

ISSN 1012-6511

Table des matières

Preface	4
Introduction	6
La formation d'E.T.A.	8
La crise du P.N.V.	8
Le discours de l'acteur	9
Le principe de la lutte armée	10
Deux logiques de la lutte armée	11
Du recit historique a l'analyse sociologique	12
Les limites des raisonnements traditionnels	12
L'analyse d'un mouvement social total	16
Lutte armee et etat dictatorial	19
L'apogée du mouvement	19
Le revers de la médaille	21
L'inversion terroriste	23
Mythe et terrorisme	23
L'inversion	24
Une reformulation de la question basque	26
Les paradoxes de l'apres-franquisme	26
La transition démocratique	26
Le nationalisme en tension	29
Le déclin du mouvement ouvrier	29
De la lutte armee au terrorisme	31
Premiers signes d'inversion	31
La stabilisation: 1976-1985	33
A mi-pente sur les chemins de l'inversion	35
Terrorisme et politique	38
Un contexte renouvelé	39
Négociateur?	39
Conclusion	41
Un acteur moderne	42
E.T.A. et la démocratie	42
"Inversonary discourse" et inversion terroriste	44
Endnotes	45

Preface

Le présent rapport considère d'une manière révélatrice la violence politique au Pays Basque espagnol qui, selon l'auteur, défie les idées reçues ou les stéréotypes.

L'auteur nous guide à travers l'évolution de l'E.T.A. qui, surgissant face à une dictature alors toute puissante, s'est développé au moment de son déclin, et a progressé dans la phase de transition de la société espagnole vers la démocratie. La violence, alors indissociable du mouvement E.T.A., s'est emballée de façon paradoxale, en apparence, jusqu'à devenir terroriste dans la période où la démocratie est une donnée incontestable en Espagne. La violence politique de l'E.T.A. est à jamais associée à un effort qui cherche à promouvoir simultanément une signification tridimensionnelle de l'action, et qui fait d'elle l'expression, tout à la fois, d'une nation, de mouvements proprement sociaux et d'un projet révolutionnaire.

L'auteur nous propose l'examen de ces trois dimensions. Cet examen porte également de façon diachronique sur leurs transformations dans le temps. Une nation opprimée, interdite d'expression, comme ce fut le cas sous la dictature franquiste, se transforme lorsqu'elle obtient d'importants degrés de liberté, même si une autonomie comme celle dont disposent aujourd'hui les provinces basques n'est pas réductible à l'indépendance d'un Etat. Un mouvement ouvrier fort et décidé, pouvant organiser des luttes puissantes comme celles du milieu des années soixante-dix au Pays Basque espagnol, ne constitue pas la même référence qu'un mouvement ouvrier décomposé par la crise économique et perdant toute centralité au cours de cette nouvelle étape qu'est la post-industrialisation de la société en Espagne. Un projet révolutionnaire n'a pas le même sens, ni la même portée, dans un monde dominé par la guerre froide, où les idéologies communistes et marxistes-léninistes pèsent partout d'un poids considérable, que dans le monde qui est le nôtre aujourd'hui, où les régimes d'inspiration communiste s'effondrent ou se rétractent et où les idéologies marxistes-léninistes ont perdu leur aura.

Ce rapport riche en détails suit pas à pas ces changements afin de saisir la trajectoire de l'E.T.A. Mais cela ne suffit pas, car cette organisation n'est pas tant la somme des trois éléments mentionnés antérieurement que leur fusion en une totalité qui prend la forme d'un discours, mais aussi d'une pratique de la violence. L'auteur avance que la violence est fonction non seulement de ce qui se joue sur chacun de ces trois éléments, que ce soit du côté de la nation, des mouvements sociaux et du projet révolutionnaire, mais également de la plus ou moins grande facilité qu'il y a à intégrer ces dimensions. Plus cet effort est facile à opérer, plus l'acteur peut se contenter d'une violence limitée, voir symbolique. Moins il est aisé, plus il devient artificiel, et plus la violence est la contrepartie nécessaire, de plus en plus exacerbée, de la dissociation, dans la réalité sociale, des éléments qu'il entend synthétiser. Il est amené à poser la question du passage au terrorisme proprement dit et plus précisément à un terrorisme qui devient aveugle, semble confondre les fins et les moyens et qui se dissocie des attentes et de l'expérience vécue par le peuple au nom duquel les armes sont brandies. Son hypothèse est qu'un tel passage s'inscrit dans la poursuite de l'escalade d'une violence, qui parvient de moins en moins à incarner par ses actes la tridimensionnalité de l'action basque et qu'il témoigne d'un processus de perte de sens.

L'histoire de l'E.T.A. est vieille maintenant de plus d'une trentaine d'années, et nous verrons, en fin de parcours, qu'il n'est pas déraisonnable de formuler l'hypothèse de son épuisement historique. Nous disposons donc, avec elle, d'une trajectoire peut-être complète, dont l'auteur reconstitue dans ce rapport les moments décisifs et les inflexions.

L'étude présentée ici s'appuie en effet sur un travail sur le terrain qui a duré plusieurs années, à partir de 1983, et dont les phases centrales ont consisté à mener une série de trois interventions sociologiques. La première a été conduite avec un groupe d'une dizaine d'anciens militants de l'E.T.A., la deuxième avec une dizaine de militants appartenant à sa nébuleuse politique, et souvent actifs dans la clandestinité et la troisième avec des membres du Parti nationaliste basque, formation fonctionnant sur un mode institutionnel et dans le cadre de la démocratie, et d'où sont sortis, à la fin des années cinquante, les fondateurs de l'E.T.A.

Le programme de l'UNRISD sur la violence politique et les mouvements sociaux a pour objectif principal de comprendre le problème de la violence politique en fonction d'un nouveau cadre d'analyse, qui traite la violence comme un type de discours du pouvoir possédant sa propre dynamique. L'étude qui est présentée ici fera partie, ultérieurement, d'un volume regroupant huit cas de mouvements sociaux enclins à la violence dans les pays suivants: Afrique du Sud, Colombie, Irlande du Nord, Italie, Liban, Pérou et Sri Lanka; de même qu'un article théorique préparé par le coordonnateur de projet, David E. Apter. Ce cadre théorique forme un complément important aux propos du présent rapport et le lecteur est invité à consulter les articles de l'auteur cités dans le texte.

Dharam Ghai, Directeur
Janvier 1993

Introduction

A bien des égards, l'expérience contemporaine de la violence politique au Pays Basque espagnol défie les idées reçues ou les stéréotypes.

Au moment où le principe de la lutte armée est adopté par les premiers militants d'E.T.A., leur pays n'est pas une région pauvre, exploitée économiquement, victime d'un centre qui le pillerait. C'est au contraire une région centrale du point de vue industriel et financier, au coeur des mutations par lesquelles l'Espagne franquiste assure un développement économique qui va s'accéléralant, bien placée dans des processus de modernisation qui attirent vers elle une émigration considérable. Le passage à la violence, du moins dans ses premières expressions, n'est donc pas informé par la crise ou la misère, il se joue dans une phase de croissance, et s'il en appelle aux plus démunis, au prolétariat, ce n'est pas au nom des pauvres ou des exclus, mais à celui d'un mouvement ouvrier capable d'aspirer à la conduite d'une société industrielle déjà bien assurée.

L'action d'E.T.A., avant même d'en appeler au mouvement ouvrier, procède d'un nationalisme puissant. Mais là aussi, il y a de quoi s'étonner. Ce nationalisme, dont nous verrons qu'il a une grande épaisseur historique, combine des traits qui lui assurent sans contradictions apparentes des aspects pré-modernes, et des aspects tout à fait modernes. D'un côté, il repose sur ce qu'Edward Shils ou Clifford Geertz, depuis longtemps, nous ont habitués à appeler des liens primordiaux,¹ sur une langue, une culture traditionnelle et, à la limite, sur un sentiment d'appartenance à une communauté ethnique, voire raciale. Mais d'un autre côté, il en appelle à la formation d'une nation moderne, capable de développement économique, il s'écarte de l'idée de liens primordiaux pour mieux inclure dans la lutte les émigrés venus de toute l'Espagne participer à l'essor industriel, il se débarrasse de tout racisme, il produit un texte qui se réfère à des valeurs universelles. Le nationalisme basque, tel qu'il est mis en forme par E.T.A., amalgame des significations que l'anthropologie politique nous encourage plutôt à opposer, il est à la fois, pour parler comme Louis Dumont, holiste et individualiste,² il associe des références au sol et au sang, assez proches de la tradition allemande de la nation, à la volonté politique de vivre un projet commun, plus compatible avec la tradition française de la nation. Mais peut-être aussi faut-il, comme le suggère Alain Renaut, éviter de radicaliser l'opposition de ces deux conceptions.³ Toujours est-il que le nationalisme d'E.T.A. est une construction complexe, qui interdit les présupposés simplificateurs.

Une troisième source d'étonnement tient à la continuité et à l'évolution d'E.T.A., qui traverse des conjonctures historiques totalement modifiées sans transformer, sinon de façon mineure, la matrice structurelle de son discours. E.T.A. surgit face à une dictature alors toute puissante, elle se développe au moment de son déclin, elle progresse dans la phase de transition à la démocratie. Et surtout, de manière qui n'est paradoxale qu'en apparence, sa violence s'emballe jusqu'à devenir terroriste dans la période où la démocratie est une donnée incontestable en Espagne.

La violence politique d'E.T.A. présente constamment une caractéristique fondamentale: elle est indissociable d'un effort pour promouvoir simultanément non pas une signification principale de l'action, mais trois. Comme nous le verrons, E.T.A. ne se conçoit pas sans cette tridimensionnalité, qui fait d'elle l'expression, tout à la fois, d'une nation, de mouvements proprement sociaux, et d'un projet révolutionnaire. Ce qui constitue non pas tant une source supplémentaire d'étonnement qu'un problème sociologique complexe. Analyser E.T.A., en effet, ce n'est pas seulement comprendre comment un acteur se constitue en élaborant ce que David Apter appelle un "inversionary discourse".⁴ C'est aussi proposer un raisonnement qui tienne compte de la

tridimensionnalité du sens de l'action, et qui permette de suivre l'évolution de la violence en fonction des avatars de chaque élément qui la constitue.

Si E.T.A. se réclame de la nation, des mouvements sociaux et de la révolution, il faut examiner l'une après l'autre ces trois dimensions, et cet examen doit porter aussi, diachroniquement, sur leurs transformations dans le temps. Une nation opprimée, interdite d'expression, comme ce fut le cas sous la dictature franquiste, se transforme lorsqu'elle obtient d'importants degrés de liberté, même si une autonomie comme celle dont disposent aujourd'hui les provinces basques n'est pas réductible à l'indépendance d'un Etat. Un mouvement ouvrier capable de s'élever à un haut niveau de projet, et de promouvoir des luttes puissantes, comme celles du milieu des années soixante-dix au Pays Basque espagnol, ne constitue pas la même référence, le même lieu de sens qu'un mouvement ouvrier décomposé par la crise économique, et perdant toute centralité au fur et à mesure de la post-industrialisation de la société, si nette désormais en Espagne. Un projet révolutionnaire n'a pas le même sens ni la même portée dans un monde dominé par la guerre froide, où les idéologies communistes et marxistes-léninistes pèsent partout d'un poids considérable, et dans un monde comme le nôtre aujourd'hui, où les régimes d'inspiration communiste s'effondrent ou se rétractent, et où les idéologies marxistes-léninistes ont perdu leur aura.

Il faut donc suivre pas à pas ces changements pour saisir la trajectoire d'E.T.A. Mais cela ne suffit pas, car cette organisation n'est pas tant la somme de trois éléments de sens que leur fusion en une totalité qui prend la forme d'un discours, mais aussi d'une pratique de la violence. D'où une hypothèse supplémentaire, qui est que la violence est fonction non seulement de ce qui se joue sur chaque élément de sens, du côté de la nation, des mouvements sociaux et du projet révolutionnaire, mais également de la plus ou moins grande facilité qu'il y a à intégrer ces dimensions. Plus cet effort est facile à opérer, plus l'acteur peut se contenter d'une violence limitée et à la limite symbolique. Et moins il est aisé, plus il est artificiel, et plus la violence est la contrepartie nécessaire, de plus en plus exacerbée, de la dissociation, dans la réalité sociale, des éléments qu'il entend synthétiser.

Ce qui pose une question supplémentaire, qui est celle du passage au terrorisme proprement dit, et plus précisément à un terrorisme qui devient aveugle, semble confondre les fins et les moyens, et se dissocier des attentes et de l'expérience vécue du peuple au nom duquel les armes sont brandies. Notre hypothèse, ici, est qu'un tel passage s'inscrit dans la poursuite de l'escalade d'une violence qui parvient de moins en moins à incarner par ses actes la tridimensionnalité de l'action basque, et qu'il témoigne d'un processus de perte de sens.

L'histoire d'E.T.A. est vieille maintenant de plus d'une trentaine d'années, et nous verrons, en fin de parcours, qu'il n'est pas déraisonnable de formuler l'hypothèse de son épuisement historique. Nous disposons donc, avec elle, d'une trajectoire peut-être complète, dont nous pouvons reconstituer les moments décisifs et les inflexions, et dont beaucoup de protagonistes sont encore en vie, souvent retirés de l'action, et disposés à s'exprimer devant un sociologue. L'étude qui est présentée ici s'appuie en effet sur un travail de terrain qui a duré plusieurs années, à partir de 1983, et dont les phases les plus centrales ont consisté à mener une série de trois interventions sociologiques.⁵ La première a été conduite avec un groupe d'une dizaine d'anciens militants d'E.T.A., la deuxième avec une dizaine de militants appartenant à sa nébuleuse politique, et souvent actifs dans la clandestinité, la troisième avec des membres du Parti nationaliste basque, formation fonctionnant sur un mode institutionnel et dans le cadre de la démocratie, et d'où sont sortis, à la fin des années cinquante, les fondateurs d'E.T.A. Nous ne rendrons pas compte, dans ce texte, du travail de ces groupes de recherche, déjà publié dans un livre, d'où nous reprenons par contre un certain nombre d'informations de type factuel ou

historique.⁶ Mais le lecteur doit savoir que ce texte repose non seulement sur des connaissances acquises selon des méthodes traditionnelles, mais aussi sur une recherche qui a été menée sur le terrain, auprès des acteurs qui, depuis une trentaine d'années, façonnent la violence politique au Pays Basque espagnol.

La formation d'E.T.A.

“Gora Euskadi”—vive le Pays Basque: avec ce slogan, apparu en 1959 sur les murs de quelques villes du Pays Basque espagnol, se manifeste pour la première fois publiquement une organisation dont personne ne suppose à l'époque, et pas même parmi ses initiateurs, qu'elle occupera progressivement un espace politique et symbolique considérable.

La crise du P.N.V.

L'E.T.A. (Euskadi Ta Askatasuna—Pays Basque et Liberté) est au départ le produit d'une crise au sein du nationalisme basque traditionnel et, plus précisément, du parti qui l'incarne depuis la fin du XIXe siècle, le Parti Nationaliste Basque (P.N.V.).⁷

Ce parti avait joué un rôle important à l'époque de la guerre civile, contre Franco, puis animé une opposition politique à la dictature en s'organisant dans l'exil, et en constituant un gouvernement basque. Ses orientations associaient un nationalisme fondé sur l'idée d'une culture, d'une histoire et parfois même d'une race basques, à un catholicisme déclaré et à des options politiques de type démocrate-chrétien. Son hostilité au socialisme était ouverte, ce qui ne l'avait pas empêché d'être nettement engagé du côté des forces opposées à la dictature franquiste.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, le P.N.V. nourrissait de grands espoirs. Les puissances de l'Axe avaient été défaites, l'Allemagne et l'Italie devenaient des démocraties, et le régime de Franco, dans son esprit, était condamné à disparaître sous la pression des vainqueurs et des décisions de l'O.N.U., qui s'orientait alors vers le boycott de l'Espagne. Mais, très vite, tout bascule avec le début de la guerre froide et les nouveaux choix stratégiques des Etats-Unis, qui décident de donner à l'Espagne de Franco une place centrale dans leur dispositif diplomatique et militaire: le P.N.V. n'a aucun espace dans cette nouvelle donne, il est vite isolé, marginalisé sur une scène internationale où ses projets indépendantistes n'ont guère leur place.

La crise interne est d'autant plus vive que l'Eglise catholique en Espagne, joue elle aussi la carte du régime, du moins dans sa hiérarchie, et que sur le terrain, en Euskadi, il est de moins en moins présent et capable d'action. La répression de la dictature, en effet, chasse ou emprisonne la plupart de ses responsables, et il lui faut fonctionner à distance, en particulier depuis la France, ce qui le coupe des réalités vécues et crée des tensions supplémentaires entre les dirigeants, exilés, et les nationalistes présents sur le terrain. Plus profondément, la nouvelle situation politique et sociale contribue à l'affaiblissement du P.N.V., dont les orientations sont mal adaptées. Le régime, en effet, réprime avec force le mouvement ouvrier, interdisant les grèves, contrôlant les syndicats dans le cadre d'un corporatisme contraignant, en même temps qu'il sait obtenir de la bourgeoisie industrielle en général, et basque en particulier, sinon un soutien, du moins une attitude non hostile. La bourgeoisie basque, qui fut souvent active dans le parti, ne met guère en avant ses sentiments nationaux, et l'antisocialisme du P.N.V. lui interdit d'envisager un réel rapprochement avec le mouvement ouvrier.

C'est pourquoi en Euskadi, dès le début des années cinquante, s'esquisse une contestation interne au P.N.V., animée en tout premier lieu par des jeunes qui ne peuvent accepter ce qu'ils vivent comme un mélange d'impuissance et d'archaïsme de leur parti. Les étudiants nationalistes qui éditent dès 1952 le bulletin Ekin (Agir) sont d'abord critiques à l'égard de leurs anciens, à qui ils reprochent leur confessionnalisme et, surtout, leur inaction sur le terrain; des groupes Ekin se constituent en Guipuzcoa et en Biscaye, de nombreux jeunes contestent le fonctionnement de l'organisation de jeunesse du P.N.V., EGI, et en sortent, et en 1959, ces différents noyaux se regroupent pour fonder E.T.A., qui est bien au départ le fruit de la crise du P.N.V.

Ce parti avait déjà connu dans le passé de fortes tensions, et même une contestation interne se soldant par la radicalisation idéologique de certains courants, comme ceux qui, en 1932, avaient déjà tenté d'associer nationalisme et anticapitalisme au sein du mouvement "Jagi-Jagi". Mais la formation d'E.T.A. correspond à une crise beaucoup plus profonde, dont le sens est mis en forme par de jeunes intellectuels qui souvent se sont frottés, notamment dans diverses universités d'Europe occidentale, à des idéologies d'inspiration marxiste-léniniste.

Le discours de l'acteur

La constitution d'E.T.A. n'est pas seulement une rupture organisationnelle, qui prolongerait dans une nouvelle forme politique les représentations traditionnelles du P.N.V. Elle implique aussi, et surtout, une triple mutation idéologique.

D'une part, en effet, le nationalisme d'E.T.A., sans rompre véritablement avec celui des anciens nationalistes, se transforme considérablement. Les jeunes fondateurs d'E.T.A. refusent le confessionnalisme, central, et le racisme, secondaire, qui animait le P.N.V. Ils adoptent aussi une attitude plus active en ce qui concerne la conscience nationale. La nation n'est plus tant un héritage du passé historique, une culture transmise, ou même une nature biologique, celle de la race basque, elle devient une construction d'autant plus nécessaire que la répression, sous Franco, vise à éradiquer la langue basque et à casser tout ce qui marque la spécificité nationale basque. La nation est menacée de dissolution, et pour les premiers activistes d'E.T.A., une démarche volontariste est nécessaire pour la faire vivre et se développer culturellement. Rien d'étonnant, dans ce contexte, si un homme comme Txillardegui apparaît à la fois comme un inspirateur du renouveau politique de la nation basque, et un intellectuel qui joue un rôle dans son renouveau linguistique.

D'autre part, E.T.A. opère par rapport au P.N.V. un véritable mouvement de bascule en ce qui concerne ses orientations politiques et sociales. Au début des années soixante, en effet, le Pays Basque est le théâtre de mobilisations ouvrières, tout comme d'ailleurs d'autres poussées industrielles de l'Espagne. Les grandes grèves de 1962, dans les Asturies, puis en Biscaye et au Guipuzcoa, donnent l'image d'un mouvement ouvrier capable de s'affirmer malgré la répression, et de s'opposer à elle. Elles apportent un lieu de sens, une référence, l'image d'un acteur contestataire dont la vitalité tranche avec l'impuissance du P.N.V. Pour les premiers animateurs d'E.T.A., il y a là matière à réflexion et à évolution et, assez rapidement, le choix idéologique s'opère: E.T.A. devient un mouvement situé politiquement à gauche, qui fait confiance au prolétariat ouvrier pour devenir une figure centrale de l'opposition à la dictature franquiste. L'action se lève d'une signification nouvelle, elle devient une combinaison de nationalisme basque et de mouvement ouvrier, elle entend englober le prolétariat industriel dans la lutte de libération nationale. Ce qui signifie un double renversement. Désormais, la bourgeoisie basque devient un adversaire, puisqu'aussi bien le grand patronat, perçu comme une oligarchie "espagnoliste" que la petite et moyenne bourgeoisie, pourtant patriote, exploitent la classe ouvrière. Quant à celle-ci, elle est conçue de manière extensive, de

façon à inclure les “maketos”, ces nombreux ouvriers venus d’autres provinces à l’appel des industries basques. E.T.A. devient ainsi la figure originale d’une lutte à la fois nationale et sociale, et le montre, concrètement, en 1963, en marquant publiquement sa solidarité avec les ouvriers sanctionnés pour avoir participé aux grèves de 1962.

Enfin, E.T.A. rompt également avec la sensibilité démocrate-chrétienne du P.N.V. en se déplaçant complètement sur l’échiquier des idéologies politiques, pour se situer de plus en plus nettement à l’extrême-gauche. Ce passage doit beaucoup à l’influence de quelques-uns de ses animateurs, qui ont étudié en France ou en Belgique, et ont alors côtoyé divers courants gauchistes et tiers-mondistes. Le marxisme-léninisme et les idées révolutionnaires pénètrent en effet assez vite au sein d’E.T.A., où les expériences cubaine (Fidel Castro), algérienne (le F.L.N.), chinoise (Mao-Tsé-Toung), vietnamienne (Ho-Chi-Minh) puis le parcours de Che Guevara, deviennent des références importantes, comme en témoignent les textes diffusés clandestinement dans les “Cahiers d’E.T.A.” ou la revue “Zutik”. Le vocabulaire révolutionnaire s’impose dans l’organisation, où l’on étudie les auteurs classiques, Marx, Lénine, Mao-Tsé-Toung. Ce qui fait d’E.T.A. un mouvement tridimensionnel, à la fois national, social et révolutionnaire. Cette tridimensionnalité est au départ une construction idéologique à la fois fragile et sans grande transcription pratique. Elle se solde en effet par des discours qui présentent Euskadi comme une société dépendante et peu développée, victime d’un “colonialisme interne”, ce qui correspond mal à la réalité de ces provinces qui sont parmi les plus industrialisées de l’Espagne, et qui, on l’a vu, attirent vers elles un prolétariat immigré d’autres régions. Mais l’essentiel est bien opéré: E.T.A. s’est dotée d’un discours qui propose une logique d’émancipation portée par un projet moral. Ce discours s’apparente à ce que David Apter appelle “inversionary discourse”.⁸ Mais il faut bien en voir la spécificité. Ce discours en effet ne se construit pas dans la négation ou dans la critique des catégories de la démocratie telles qu’elles sont incarnées par un régime ou un Etat démocratique. Il s’oppose à une dictature, à un pouvoir particulièrement oppressif et répressif, et s’il renverse les catégories sur lesquelles repose une action démocratique, c’est en prenant ses distances par rapport aux conceptions d’un parti, le P.N.V., qui lutte lui aussi contre la dictature.

Le principe de la lutte armée

La triple mutation idéologique qui constitue E.T.A. a une conséquence d’une importance considérable: E.T.A. adopte, dès le début des années soixante, le principe de la lutte armée, en rupture, là encore, avec l’idéologie du P.N.V.

Au départ, il s’agit d’une décision, sans grande conséquence pratique, d’une affirmation volontariste ne reposant sur aucune capacité d’action. Cette décision repose sur une analyse de la situation. Face à une dictature elle-même violemment répressive, qui pratique l’emprisonnement politique, la torture, l’exécution, face à une violence d’Etat qui s’exerce bien au-delà de la seule répression des militants politiques et entend interdire d’expression tout sentiment national, la lutte armée apparaît comme la seule réponse possible, une réponse qui, dans l’histoire, a fait ses preuves avec le F.L.N. algérien ou la longue marche de Mao-Tsé-Toung, et dont bien des luttes de libération nationale, bien des guérillas dans le monde donnent l’exemple.

Mais à l’instar d’autres expériences gauchistes dans l’Europe occidentale, E.T.A. ne met guère, pendant plusieurs années, ce principe en action. La lutte armée est un objectif, une idée, une aspiration, l’objet de discussions enfiévrées, de querelles d’école aussi, et non une pratique.

Les uns prônent une guérilla, du type de celle du F.L.N., tel Krutwig, qui propose la formule de la guerre révolutionnaire;⁹ d’autres, un peu plus tard, développent un modèle théorique, celui de la spirale action-répression-action, l’idée étant que toute action armée

devrait entraîner un accroissement de la répression, avec pour conséquence une augmentation de la révolte et de la violence, etc. Mais en dehors de tentatives mineures, la lutte armée, jusqu'en 1967, n'est qu'un élément du discours du mouvement: les seuls faits notoires sont en 1961 deux attentats peu significatifs à l'explosif contre des locaux de la police (à Bilbao) ou du gouvernement civil (à Vitoria), et la tentative qui échoua, pour faire dérailler un train transportant des anciens combattants franquistes venus participer à Saint-Sébastien à une cérémonie commémorative de la guerre civile.

Des activistes d'E.T.A. ayant participé à cette phase initiale de l'histoire du mouvement nous ont expliqué, au cours d'entretiens individuels, que le manque de moyens matériels rendait alors impossible la mise en oeuvre pratique du principe de la lutte armée. Mais cette explication est insuffisante. En fait, pendant cette période, E.T.A. n'est pas encore prête véritablement à sauter le pas, elle résiste à transcrire son discours en action, elle est dominée par la construction de ses débats internes, par la tension, en particulier, entre ceux qui se situent plutôt du côté d'un pôle avant tout marxiste et ouvrier, et ceux qui privilégient plutôt une orientation nationaliste, et qui qualifient les premiers d'"espagnolistes" pour bien marquer qu'ils voient dans la référence à la lutte des classes un risque de trahison vis-à-vis de la référence à la lutte de libération nationale. Le texte, pour parler comme David Apter, commence à s'écrire, il précède les actes, mais il les annonce et il les appelle.

Deux logiques de la lutte armée

A partir du milieu des années soixante, la tension entre les deux orientations d'E.T.A. nous apporte la clé de lecture des premières actions armées, qui correspondent à deux logiques principales.

La première logique est celle de l'autonomisation du pôle purement nationaliste de l'action. En 1966, en effet, le responsable militaire de l'organisation, Zumalda, alias "el Cabra", en opposition avec les "espagnolistes" majoritaires, quitte E.T.A. avec quelques dizaines d'activistes. Il s'enferme dans un nationalisme intransigeant, qui refuse les idées révolutionnaires ou la référence au mouvement ouvrier, et se donne un projet militaire et d'action psychologique. Les "cabras" se préparent en stockant quelques armes et munitions, en élaborant des plans d'attaque sur des objectifs bien ciblés, ils s'entraînent et, dans la région montagneuse où ils opèrent, ils s'efforcent de créer un climat d'insécurité pour les représentants du régime et ceux qui le soutiennent, et de mobiliser la jeunesse locale par une propagande patriotique, qui en appelle notamment au boycott des commerces ou des bars tenus ou fréquentés par des collaborateurs du régime. Dans quelques villages ou petites villes, cet effort sensibilise les jeunes basques, mais au bout de deux ou trois ans, la répression a raison de ce groupe qui disparaît.¹⁰ Cette disparition ne doit pas seulement être comprise comme l'échec militaire d'une guérilla. Elle est, bien plus profondément, la première expression—et nous en rencontrerons d'autres—d'un phénomène majeur: la lutte armée, au Pays Basque, ne perdure et ne résiste à la répression que là où son acteur maintient la tridimensionnalité du mouvement, la triple référence à la Nation, comme avec les Cabras, mais aussi, ce qu'ils ont rejeté, à la révolution et au mouvement ouvrier. La dissociation d'une composante, ici le nationalisme, mène soit à une radicalisation vers une militarisation qui se coupe de l'expérience vécue des masses basques, et s'enferme dans un pur face à face avec la répression, soit à une dissolution dans d'autres combats, où la violence n'a pas sa place, mais aussi où l'on s'écarte irréductiblement du mouvement. C'est le cas, à la même époque, d'"espagnolistes" qui quittent également E.T.A., dont ils sont expulsés parce qu'ils donnent un primat absolu à la lutte des classes. Ces exclus, les "Felipe", abandonnent le principe de la lutte armée après avoir oscillé entre trotskisme et maïsisme, participent au Mouvement Communiste d'Espagne, sortant complètement de l'espace d'une action à spécificité basque.

La deuxième logique de la lutte armée repose, à l'inverse, sur le projet d'articuler les trois grandes références du mouvement basque. Elle correspond à la mise en place, en 1966-67, d'une organisation qui prévoit quatre "fronts", militaire, culturel, politique et économique (plus tard appelé ouvrier). Il s'agit désormais d'associer dans une même lutte le prolétariat ouvrier, la paysannerie et la bourgeoisie nationale, avec l'idée d'éliminer cette dernière dans un deuxième temps. Ce projet, qui prend forme à l'occasion de la Cinquième Assemblée d'E.T.A., prévoit pour la première fois de façon pratique un plan d'action comportant une propagande, en particulier pour assurer les revendications ouvrières du soutien d'E.T.A., et surtout, la mise en oeuvre de la lutte armée: il s'agit de faire sauter à l'explosif des monuments et divers symboles du régime, ainsi que de se procurer des fonds en attaquant des banques et des entreprises. Le Front Militaire est chargé de se procurer des armes, des munitions et des explosifs.

Effectivement, de nombreuses interventions violentes ont lieu à partir de 1967: bombes dans divers locaux symboliques associés au régime, clous lancés au passage du tour d'Espagne cycliste, hold-up, en même temps que l'organisation recrute de nombreux jeunes militants. Un sommet est atteint en août 1968, quand E.T.A. assassine le chef de la police d'Irun, Meliton Manzanos, figure célèbre et détestée de la répression, tortionnaire notoire.

Les premières actions violentes visent donc la dictature et ses symboles. Elles deviennent meurtrières dans un contexte particulier, puisque l'assassinat de Manzanos fait suite à un épisode où un dirigeant important d'E.T.A., Txabi Echebarrieta, a été tué par la Garde Civile à l'occasion d'un barrage de police, et un autre militant arrêté et condamné à une lourde peine.

Et surtout, l'assassinat de Manzanos correspond à une décision mûrement réfléchie, à un véritable débat interne. Ceux qui, pour la première fois, passent ainsi à une action meurtrière ne sont pas des terroristes exaltés ou affolés, et n'envisagent à aucun moment de démultiplier tous azimuts ce type de pratique. Leur décision s'inscrit dans un processus dont ils ont pour l'instant la maîtrise totale, et ils savent bien que leur geste sera compris par la population basque. La violence ici est en phase directe avec l'expérience vécue, avec les sentiments de très nombreux basques. Sa charge symbolique, puisqu'elle atteint un symbole important de la dictature, ne permet pas d'exprimer publiquement la complexité des significations dont E.T.A. entend assurer la gestion, elle ne dit rien, en fait, de leur tridimensionnalité, elle indique avant tout l'émergence d'un acteur capable de se dresser concrètement face à un régime oppresseur et répressif.

Du récit historique à l'analyse sociologique

Arrêtons-nous un instant au moment où E.T.A. vient ainsi de manifester son existence comme figure capable d'exercer une violence active et meurtrière. Le récit historique, tel qu'il vient d'être reconstitué, est plus une description chronologique qu'une véritable analyse. C'est pourquoi il convient maintenant d'examiner soigneusement les paradigmes et les modes d'approche susceptibles de nous aider à mieux comprendre cette action et, surtout, le fait qu'elle recoure à la violence.

Les limites des raisonnements traditionnels

Le récit historique, tel que nous l'avons présenté, permet de souligner des caractéristiques importantes d'E.T.A. La naissance de cette organisation procède d'une rupture, bien plus que d'un prolongement, du nationalisme basque traditionnel; elle passe par la

construction idéologique d'une action complexe, par la mise en forme d'un discours structuré autour de trois axes fondamentaux, puisqu'elle repose sur l'idée de parler tout à la fois au nom de la Nation, de la Classe et de la Révolution. Elle repose sur l'image apparemment simple d'un adversaire unique, la dictature, l'Etat espagnol. Mais un tel récit, qui permet, dans des versions plus précises, de retracer l'histoire des tensions et des débats internes de l'acteur,¹¹ laisse bien des questions dans l'ombre.

Culture et violence

La première question qui vient spontanément à l'esprit, est celle du rôle de la culture basque dans la mobilisation qui se joue avec E.T.A. Dans le discours spontané des militants, dans les références populaires à une nation basque, ce thème est souvent très présent. Il se retrouve, dans sa version savante, dans certains travaux plus ou moins nuancés. Il y aurait, suggère par exemple Juan Aranzadi, un "millénarisme basque", une culture enracinée dans un passé très lointain et capable de se projeter vers l'avenir.¹² De façon légèrement différente, Julio Caro Baroja, qui en même temps s'en prend énergiquement à l'idée qu'on puisse expliquer la violence par des "causes" historiques ou sociologiques, propose une analyse de la culture basque traditionnelle dont il montre qu'elle fonctionne selon des oppositions dichotomiques, comme le bien et le mal, ce qui favorise le recours à la violence.¹³ Cette culture, comme l'indique Antonio Beristain,¹⁴ n'a guère eu à se confronter avec la modernité, et ne l'a en tout cas pas générée, le Pays Basque n'a pas connu l'équivalent des Lumières françaises, ou de l'Aufklärung allemand, et pas davantage d'épisode révolutionnaire, et la culture traditionnelle, largement dominée par le catholicisme, n'a pas même été ébranlée par une vie universitaire laïque puisque jusqu'en 1968, la seule université était catholique.

Le rôle de l'Eglise n'a pas seulement été de peser très fortement sur la formation culturelle des basques. Sous la dictature, et contrairement à ce qu'on observe ailleurs en Espagne, le clergé, en opposition à sa hiérarchie, a joué un rôle important dans ce que Francis Jaureguiberry a appelé la "fabrication des rebelles", la mise en forme d'une éthique de la résistance à l'oppression et de l'affirmation nationale basque.¹⁵ Des prêtres, en particulier en assurant l'encadrement d'adolescents dans des activités culturelles ou de loisirs, ont non seulement sensibilisé la jeunesse à la cause basque, mais aussi participé à la lutte contre la dictature.

De plusieurs façons, il est donc possible de mettre en avant l'hypothèse culturaliste d'une certaine continuité de la violence, forgée dans la transmission, par l'éducation, l'Eglise, la famille, de modèles culturels assurant un terrain favorable à l'expression de ce qui devient, avec E.T.A., la lutte armée.

Cette hypothèse, qui pouvait être aussi référée, théoriquement, aux travaux d'Adorno et son équipe sur la personnalité autoritaire,¹⁶ est pourtant très criticable. Elle oublie qu'E.T.A. est née au sein d'un parti, le P.N.V., qui n'a jamais prôné la lutte armée, elle postule une permanence, un trait structurel de la culture, là où E.T.A. a introduit une rupture; elle sous-estime le fait qu'E.T.A. n'a jamais eu la moindre velléité de cléricalisme, et que la plupart de ses militants, dès le début, étaient éloignés de l'Eglise, et même souvent de la religion.

Pour eux, l'image de l'"eskualdun fededun" (le basque croyant) est archaïque, c'est une figure à propos de laquelle on plaisante. Disons-le autrement: l'approche culturaliste se désintéresse des conditions particulières dans lesquelles se forme un mouvement comme E.T.A., des rapports sociaux, politiques ou autres qui en rendent possible la naissance; elle considère que la violence est inscrite dans une essence, un être historique, au lieu de s'efforcer de lui trouver un sens, de voir si elle correspond à des significations précises, à

des orientations de l'action qui se trouvent non pas dans un passé immémorial, mais dans un système d'action bien présent.

Que la culture ait créé des conditions favorables au passage à la violence en Euskadi est possible, mais qu'elle apporte une explication ne l'est pas, sinon à la marge. Dans sa première époque, E.T.A. est au plus loin de l'image d'une organisation inspirée par la violence traditionnelle. Elle ne s'inscrit pas dans la continuité d'une culture où la violence jaillit spontanément, elle entend, au contraire, penser une action à la fois rationnelle et hautement morale, profondément moderne, et n'avoir recours à la lutte armée que sur un mode instrumental, réfléchi. Que ses premières actions armées suscitent dans la population des échos et des sympathies souvent ancrés dans la culture basque et ses éventuelles tendances à la violence, ne change rien au fait qu'elles en sont sociologiquement très éloignées.

Frustration et déracinement

Une deuxième question qui mérite d'être posée est celle des sources sociales et psychologiques de la mobilisation d'activistes dans les rangs de l'E.T.A. Deux approches classiques peuvent ici être appliquées. La première correspond à la notion de frustration relative, telle qu'elle a été élaborée, en particulier, par James C. Davies et, surtout, Ted Robert Gurr, pour qui la violence résulte d'un écart entre des attentes et les possibilités de voir ces attentes satisfaites.¹⁷ Ce type de démarche n'a jamais, à notre connaissance, été sérieusement appliqué au cas basque, et nous nous contenterons, ici, de reprendre à notre compte les critiques qu'adresse James B. Rule aux théories qui se réclament de son paradigme, la plus importante étant que "relative deprivation-thinking is perhaps even more susceptible than other theories (...) to being interpreted in ways that are circular and hence unfalsifiable".¹⁸

La seconde approche ne s'écarte pas de la notion de frustration, mais insiste surtout sur un processus qui est celui du déracinement. On en rencontre une version courante, faiblement théorisée, chez de nombreux observateurs hostiles sinon à la cause basque, du moins à la lutte armée, et elle appartient alors au registre des explications spontanées de la violence. Les protagonistes de la violence, dans cette perspective, se forment dans la rencontre d'intellectuels, frustrés, correspondant à une figure bien décrite par Raymond Aron,¹⁹ avec des individus déracinés, mis à mal par le changement social et plus précisément par le choc de la modernité et de la tradition.

On trouve souvent ce raisonnement appliqué à propos d'une région bien précise du Pays Basque, le Goyerri, qui a donné tout au long des années soixante et soixante-dix de nombreux activistes au mouvement. Le Goyerri, en effet, se caractérise par une industrialisation qui s'est juxtaposée, sans le détruire, au mode de vie rural. Dans cette zone, où la langue basque est restée bien plus vivante qu'ailleurs, de nombreux jeunes ont continué d'appartenir à une culture paysanne, et sont restés vivre à la ferme, tout en trouvant du travail dans des usines de taille généralement modeste. Dès lors, ils se sont retrouvés à mi-chemin entre deux univers, et mal à l'aise dans chacun. A la ferme, ils se sentent en porte-à-faux, plus ou moins en rupture avec des valeurs et un mode de vie traditionnel dont ils sortent, et à l'usine, ils ne se sentent pas véritablement intégrés à la société industrielle, résistent à se définir pleinement comme ouvriers, et par exemple, hésitent à participer à l'action contestataire. Ce raisonnement connaît de nombreuses variations; on le rencontre par exemple, à propos de la conjoncture des années soixante-dix, qui sera étudiée plus loin, et de la crise économique qui déstabilise encore plus ces prolétaires, mi-ruraux, mi-ouvriers: dans cette situation, en effet, non seulement ces prolétaires sont écartelés entre deux systèmes d'appartenance, mais en plus le deuxième, qui devrait de plus en plus les accueillir, n'est plus capable de le faire, puisque le

chômage tend à les exclure d'une société industrielle dont ils ont cru pouvoir être partie prenante, et qui leur aurait apporté l'accès à la consommation moderne.

Ce type d'analyse est en réalité très contestable. D'abord parce qu'il ne peut au mieux rendre compte que d'une partie de l'organisation, et qu'il laisse de côté de très nombreux militants, qui n'ont rien à voir avec les frustrations nées de la rencontre désastreuse de la tradition et de la modernité. Il est vrai que des militants, mais aussi des dirigeants d'E.T.A., tout au long de son histoire, proviennent du Goyerri, ou de situations analogues, en Biscaye, et même, par exemple, à Bilbao, où la grande industrie a largement fait appel à une main d'oeuvre encore très liée au monde rural. Il est vrai aussi que dans une zone comme le Goyerri, la jeunesse plus ou moins déracinée et frustrée s'est très souvent regroupée dans des bandes d'amis, les "cuadrillas", typiques en fait de tout le Pays Basque, qui créent des réseaux de solidarité à partir desquels peut s'opérer aisément, et en confiance, un recrutement pour l'organisation. Mais il ne faut pas donner trop de poids à l'image du choc dramatique entre la tradition et la modernité. Pour beaucoup, l'accès au travail industriel a été vécu comme un progrès, n'interdisant pas le maintien harmonieux au sein du village ou à la ferme, et si, dans la zone du Goyerri comme ailleurs, certains ont choisi de rejoindre E.T.A., c'est d'abord et avant tout en réaction à la violence de la dictature, à une répression interdisant l'expression publique des idées et surtout de l'appartenance à la culture basque. Le frère d'un leader historique d'E.T.A., Apalategui, nous l'a longuement expliqué: "le jeune ouvrier, il touche sa paye, le soir, il nourrit les vaches, il fait le jardin. Il est parmi les premiers à avoir une Vespa. S'il n'y avait pas eu le franquisme, le monde aurait été idyllique".

De façon plus générale, l'approche qui vient d'être évoquée présente l'inconvénient majeur d'ôter tout sens à l'engagement dans la lutte armée. Elle met l'accent sur une origine sociale et une situation particulière, alors que dans la pratique, le recrutement de l'organisation est pluriclassiste, et s'opère dans toutes sortes de situations; et surtout, elle dissocie les significations de l'action et les caractéristiques, socio-professionnelles ou autres, des acteurs, qui deviennent, dans cette perspective, mus par le non-sens, et ne sont que le fruit d'une réaction à une situation mal gérée personnellement.

Plus tard, nous le verrons, la violence d'E.T.A. va tendre au non-sens, et nous préciserons ce constat à l'aide de la notion d'inversion. Mais pour l'instant, toute l'histoire de la naissance et des premiers pas de cette organisation suggère au contraire l'existence d'orientations, la prise en compte de significations, et interdit de donner un rôle central à l'idée de conduites de crise commandées par la perte de sens.

La violence instrumentale

Les théories de la frustration ont été fortement critiquées, dans les années soixante-dix, par des auteurs comme Charles Tilly,²⁰ qui leur reprochent avant tout de ne pas voir que la violence politique revêt un caractère instrumental, qu'elle constitue pour l'acteur un moyen de parvenir à ses fins. Dans cette perspective, analyser la lutte armée, c'est reconstituer les calculs, les stratégies, les alliances de l'acteur, examiner les objectifs qu'il se fixe et les ressources qu'il mobilise pour les atteindre. Cette conception correspond assez bien au discours de l'acteur, pour qui la violence organisée est un outil retenu de façon rationnelle, et il n'est pas surprenant qu'elle ait été présentée, notamment, par un militant important d'E.T.A., Mario Onaindia, dont le nom sera mondialement connu au début des années soixante-dix à l'occasion du procès de Burgos, et de l'intense mobilisation internationale pour sauver les condamnés à mort, parmi lesquels précisément cet activiste.²¹ Dans son livre, en effet, Mario Onaindia présente E.T.A. en termes stratégiques, par sa capacité à élaborer des calculs politico-militaires, à anticiper ou répondre à ceux d'autres acteurs organisés, et par ses efforts pour rapprocher la population basque d'E.T.A. en entraînant une répression de plus en plus forte, de plus en

plus aveugle, dont il est attendu qu'elle sensibilise en retour l'opinion publique basque, et qu'elle avive la conscience nationale.

Ce mode d'approche est plus adapté si l'on veut comprendre les jeux politiques et militaires de l'acteur une fois qu'il est véritablement constitué, et inscrit dans un système d'acteurs organisés. Et même là, son espace d'application est limité, car jamais, nous ne verrons dans l'examen de la suite de l'histoire d'E.T.A., la violence ne se réduit à ses dimensions instrumentales. Et s'il s'agit de la période de formation d'E.T.A., ce point de vue est véritablement bien pauvre. Il laisse de côté, en effet, les orientations de l'action, le sens qu'elle exprime, le travail aussi de l'acteur sur lui-même, son effort pour gérer simultanément des significations dont nous savons qu'elles sont tridimensionnelles, nationales, sociales et politiques, et à la limite, il tend à confondre le sens de l'action avec les objectifs pratiques qu'elle se donne, ses significations les plus profondes avec ses fins les plus immédiates. Si la violence est instrumentale, par exemple, on ne comprend pas pourquoi elle s'épuise ou est refusée par ceux qui s'autonomisent d'E.T.A. sur une base nationaliste, ou qu'elle s'emballe, comme on le verra par la suite, chez ceux qui entendent maintenir la tridimensionnalité de l'action. Disons-le nettement: le paradigme instrumental apporte toujours un éclairage utile, mais celui-ci n'est jamais suffisant, et laisse même dans l'ombre des aspects décisifs de la lutte. C'est pourquoi il faut s'orienter vers un autre mode d'approche.

L'analyse d'un mouvement social total

Les meilleurs travaux portant sur l'expérience basque montrent comment le franquisme a exercé une répression indiscriminée qui a façonné une conscience collective se reconnaissant sans difficulté dans la pratique d'E.T.A. La dictature, en procédant à des arrestations et à des détentions massives, en limitant les libertés individuelles, en interdisant l'usage de la langue basque, en rendant extrêmement difficile la contestation sociale, ouvrière, a façonné ce que Francis Jaureguiberry a appelé une "société souterraine" où la triple oppression subie, comme basque, comme ouvrier, du moins pour certains, et comme sujet politique interdit, rassemblait de façon plus ou moins confuse de larges pans de la population en Euskadi.²² La dictature a en fait contribué à unifier contre elle des sentiments diversifiés, et ce sont ces sentiments qu'E.T.A. entend incarner.

C'est pourquoi l'analyse doit poser une question précise, relativement distincte de celles qui permettent d'aborder les modes d'approche déjà évoqués: quel est le lien entre la violence organisée, mise en forme par E.T.A., et les trois registres de significations qu'elle affirme représenter, comment passe-t-on d'une conscience nationale, d'un mouvement social, d'un projet politique, et de leur association, à une pratique concrète de la lutte armée? Ainsi formulée, cette question appelle diverses précisions, relatives en particulier à chacun des lieux de sens auxquels E.T.A. se réfère.

Le nationalisme basque

Le nationalisme basque, tel qu'il se reformule dans les années cinquante et soixante, et bien au-delà d'E.T.A., dans de larges pans de la population, présente deux aspects, qu'il faut distinguer analytiquement.

Sa première face est identitaire. Elle consiste en effet en une affirmation culturelle, celle d'une communauté ayant su résister à la déstructuration voulue par le régime franquiste, et où l'on retrouve bien des éléments de la société traditionnelle basque. Elle s'exprime dans des pratiques collectives, qu'il s'agisse de sociétés gastronomiques, du folklore basque, de réunions sportives où sont exaltées la force et la virilité de ceux qui abattent le plus d'arbres en un temps donné, ou qui déplacent les plus lourdes pierres. Elle fonde de

puissants réseaux de solidarité, notamment chez les jeunes, dont les “cuadrillas” se rencontrent, innombrables, à l’heure du “poteo”—le moment de faire la tournée des bars.

L’identité basque repose aussi sur une langue, l’euskera, dont la défense sera toujours considérée comme centrale, au point que malgré la répression, son enseignement, sous la dictature, est assuré clandestinement dans des écoles, les Ikastolas, où l’éducation est faite en basque.

Elle procède aussi d’une histoire qui remonte à la nuit des temps, et dont la reconstitution, souvent largement mythique, permet d’affirmer l’unité historique de la nation basque, dont on montre alors comment elle a su, tout à la fois, résister à toutes sortes d’invasisseurs étrangers, et se doter, dans le passé, d’institutions propres. C’est ainsi, par exemple, que l’on sait bien au Pays Basque, que ceux qui ont assailli l’armée en retraite de Roland, à Roncevaux, n’étaient pas, comme le veut une certaine histoire de France, des arabes, mais des basques; c’est ainsi, également, qu’on rappelle le principe original des “Fueros”, qui ont assuré il y a plusieurs siècles la vie institutionnelle de la société basque.

Enfin, l’affirmation identitaire tend parfois à enfermer la nation basque dans une définition raciale d’elle-même, favorisée par divers travaux scientifiques qui dégagent effectivement l’image d’une certaine spécificité biologique et, en tout cas, sanguine.

Tout ceci pourrait faire de la conscience nationale basque un phénomène ethnique si, en même temps, celle-ci ne présentait pas une deuxième face, qu’on peut qualifier de politique. Il s’agit, avec cette deuxième face, d’en appeler à l’indépendance, et donc à la formation d’un Etat, avec tous les attributs modernes: police, justice, fiscalité, monnaie, armée, diplomatie, etc. Le nationalisme ici n’est plus tant affirmation d’une identité—culturelle et historique, que désir d’en finir avec une domination perçue comme étrangère, et de se dégager des liens d’asservissement à l’Espagne. Ce qui appelle une rupture totale avec Madrid, et définit des revendications non négociables.

Les deux faces du nationalisme basque n’ont pas suivi exactement le même parcours historique, et depuis la fin du XIXe siècle, entretiennent des rapports extrêmement complexes. Dans certaines conjonctures, en effet, il est possible de les voir se disjoindre, par exemple parce qu’une majorité de basques se contentent de voir leur culture reconnue et vivifiée, leur langue pratiquée, leur histoire enseignée, sans trop se soucier d’un Etat indépendant et souverain. Mais sous la dictature, ces deux faces sont soudées l’une à l’autre, la lutte pour l’affirmation identitaire s’associe aisément au rêve d’un Etat basque, par exemple avec l’idée que seule l’indépendance peut apporter les conditions d’une sauvegarde de la langue, de l’histoire et de la culture nationales.

Le mouvement ouvrier

Le mouvement ouvrier, stricto sensu, n’est pas fondamentalement différent en Euskadi de ce qu’on observe dans d’autres provinces industrialisées d’Espagne, et par exemple dans les Asturies. Il faut préciser qu’Euskadi comporte une bourgeoisie, d’abord commerçante puis manufacturière, mais aussi bancaire, qui ne s’est jamais contentée du seul marché local et a développé, en plusieurs vagues, une industrie puissante, en particulier dans des secteurs comme la sidérurgie, les chantiers navals, les industries mécaniques. Dans un tel contexte, la conscience ouvrière est elle-même puissante, mais sous la dictature, elle rencontre d’énormes difficultés d’expression, elle ne peut se transcrire en un mouvement ouvrier visible et structuré. Un système de contrôle corporatiste a été mis en place par le régime, dont Juan Linz a remarquablement analysé le fonctionnement.²³ Dans les années 1910-1940, les syndicats les plus influents étaient l’U.G.T., proche idéologiquement du parti socialiste, ainsi que des organisations d’inspiration chrétienne et très sensibles au

paternalisme de certains secteurs de la bourgeoisie basque. Sous la dictature, l'influence de l'U.G.T. s'est affaiblie, tandis que celle des Commissions Ouvrières (C.C.O.O.), liées au parti communiste, s'accroissait considérablement.

La répression et le corporatisme n'ont jamais empêché entièrement que se manifeste la conscience ouvrière, qu'il s'agisse de l'action clandestine, ou des grandes grèves de 1962. Du point de vue qui nous intéresse, il faut bien voir que lorsqu'E.T.A. se réfère au mouvement ouvrier, ce n'est pas en tant que partie prenante. Si des ouvriers rejoignent très tôt cette organisation, ils n'y voient en aucune façon une organisation ouvrière, et constatent même qu'il leur faut choisir, et abandonner le travail militant, clandestin, dans ou autour de l'usine, au profit d'une action politique qui s'en éloigne. Ce qu'apporte le mouvement ouvrier à E.T.A. est un lieu de sens, de référence; E.T.A. se veut une expression politique qui non seulement soutient la classe ouvrière, mais aussi est capable d'en représenter les demandes et la contestation.

L'action révolutionnaire

Au sein d'E.T.A., les idéologies de gauche et d'extrême-gauche dessinent, on l'a vu, des projets révolutionnaires qui correspondent à plusieurs modèles. Les uns se réfèrent à la guérilla, d'autres rêvent d'organiser ou de piloter des mouvements de masse, d'autres, encore, se réclament du communisme, et différentes sensibilités coexistent ou se succèdent. Cette dimension politique, prise isolément, présente deux caractéristiques importantes.

La première est que, tout comme la dimension sociale, ouvrière, elle n'est pas spécifiquement basque, et que les idéologies politiques qui se rencontrent en Euskadi sont les mêmes qui traversent toute l'Espagne. C'est pourquoi ceux qui, au sein d'E.T.A., se réclament fondamentalement d'une ligne de classe ou d'un projet révolutionnaire, auxquels ils subordonnent la conscience nationale, sont taxés d'"espagnolistes".

La seconde caractéristique est que ces idéologies ne s'opposent pas à d'autres, qu'on peut appeler démocratiques. Face à la dictature, en effet, révolutionnaires et démocrates n'ont pas à s'opposer, et ont de bonnes raisons de s'identifier à un combat commun. Dans la population basque, et si l'on sort d'E.T.A., dominée par des idéologies de gauche et surtout d'extrême-gauche, on est bien moins sensible aux différences et aux débats relatifs au type de régime qu'il s'agit de faire succéder à la dictature, ou même à la nature du processus qui permettra d'y aboutir, et beaucoup plus au fait même de la dictature. On désire en finir, bien plus qu'on ne se départage politiquement. Ce qui a une conséquence considérable: les coups portés par E.T.A. au régime ne sont pas tant perçus comme l'oeuvre de militants orientés sur un mode révolutionnaire, et bien davantage comme l'expression d'une lutte contre la dictature. E.T.A. peut capitaliser, à sa naissance, des sympathies politiques qui proviennent d'horizons très diversifiés.

Un mouvement basque total

Nous pouvons maintenant préciser la notion à partir de laquelle nous allons progresser dans notre analyse de la lutte armée d'E.T.A. Cette notion est celle de mouvement total, c'est-à-dire d'un mouvement capable, tout à la fois, de parler au nom de la nation basque, de mettre en avant une contestation ouvrière, et de développer un projet politique d'inspiration révolutionnaire ou marxiste-léniniste.

Ce mouvement n'existe nulle part dans la société basque en dehors d'E.T.A. La population basque possède une forte conscience nationale, la classe ouvrière basque une forte conscience sociale, et les aspirations politiques, le désir d'en finir avec la dictature sont vifs et largement partagés. Si chacune de ces dimensions alimente des pratiques et, à

la limite, une action plus ou moins clandestine, il n'existe pas de lien qui les fédère, du moins jusqu'à ce qu'apparaisse E.T.A. Celle-ci n'est pas directement l'expression active de luttes sociales ou politiques, et la conscience nationale transite par d'autres organisations, à commencer par le P.N.V., qui demeure une force considérable. Mais E.T.A. parle au nom de l'ensemble, elle intègre ce qui est ailleurs dissocié, elle apporte l'image unifiée d'un mouvement total.

Encore faut-il préciser que cette image n'est véritablement unifiée et harmonieuse que vue de l'extérieur. A l'intérieur d'E.T.A., en effet, les différentes significations de l'action sont en tension, en contradiction, au point que l'histoire ultérieure de la lutte armée va pouvoir être lue à la lumière, précisément, de cette tension et des modalités variables qu'elle va suivre.

Nous pouvons maintenant préciser le raisonnement qui va nous permettre d'analyser l'histoire d'E.T.A. à partir du moment où nous l'avons laissée, à savoir sa première action d'envergure, le meurtre de Manzanos. Ce raisonnement va consister à mettre en relation la violence d'E.T.A. et les débats et tensions internes qui se jouent autour des trois grandes significations de l'action. Et pour comprendre les avatars de ces débats et tensions, il nous faudra prendre en considération non seulement le travail idéologique au sein d'E.T.A., mais les évolutions réelles et concrètes de la conscience nationale, des luttes sociales et des forces politiques dans l'Espagne des années soixante-dix, puis quatre-vingt.

Lutte armée et état dictatorial

D'une certaine façon, l'assassinat de Manzanos apporte une illustration de la théorie du cycle action-répression-action, en entraînant un renforcement immédiat de la répression, pourtant déjà impressionnante en Euskadi. Ce n'est pas seulement E.T.A. proprement dite qui est visée, et assimilée par le régime à du banditisme, mais aussi la société toute entière, dans ce qu'elle pourrait avoir de contestataire. Manifester, participer à des grèves, voire même à de simples arrêts de travail, se réunir, c'est troubler l'ordre public et peut entraîner une inculpation pour "rébellion militaire". Arrestations, torture, emprisonnements, se démultiplient, et E.T.A. qui venait d'attirer vers elle de nouveaux activistes, en nombre important, voit sa structure organisationnelle s'affaiblir avec l'arrestation de nombreux responsables, et l'obligation, pour la plupart de ses dirigeants, de se réfugier "de l'autre côté", c'est-à-dire en France.

L'apogée du mouvement

C'est pourtant au début des années soixante-dix qu'E.T.A. va vivre son âge d'or, et donner l'image la plus réussie, dans toute son histoire, d'une organisation occupant tout l'espace symbolique d'un mouvement total, et capable de transcrire cette force symbolique en action concrète. Malgré des tensions et scissions dont nous reparlerons plus loin, malgré aussi la répression, E.T.A. cesse, tout d'abord, d'être groupusculaire pour devenir une organisation comptant plusieurs centaines de militants, structurée. Dans un premier temps, elle manifeste son soutien aux ouvriers en grève en Biscaye (février-mars 1969), et suspend pratiquement la lutte armée jusqu'en juillet 1970, avec alors des attaques de banques, et, surtout, l'action d'un commando qui s'empare d'une forte somme aux chantiers navals de Sestao. E.T.A. fait savoir que cet argent sera remis aux familles d'ouvriers tués par les forces de l'ordre au cours d'une manifestation à Grenade. Ce geste illustre parfaitement le rapport qu'E.T.A. entend entretenir avec le mouvement ouvrier, puisqu'il s'agit de marquer un soutien actif aux acteurs ouvriers, même en dehors d'Euskadi. Six mois plus tard, un autre commando, le 17 janvier 1971, enlève un

industriel, Zabala, dont l'entreprise est en grève; l'action ouvrière est d'autant plus spectaculaire qu'elle a pris l'allure d'une grève de la faim. E.T.A. fait alors connaître ses exigences: Zabala sera relâché si les salaires sont augmentés, et si l'engagement est pris de ne pas sanctionner les grévistes. En quelques jours, la direction de l'entreprise accepte les conditions d'E.T.A., qui libère Zabala. Encore plus que dans l'opération précédente, celle-ci a bien marqué son engagement aux côtés des ouvriers, contre la bourgeoisie. Elle a en effet enlevé un patron basque, un homme qui parle la langue basque. Contrairement au P.N.V., E.T.A. ne peut pas être soupçonnée de collaborer avec la bourgeoisie sous prétexte qu'elle est basque.

Par ailleurs, l'affirmation politique d'E.T.A. passe par une attitude contre-offensive de ses militants lorsqu'ils sont traduits en justice. Chaque procès devient l'occasion d'afficher haut et fort ses convictions nationalistes et révolutionnaires, et apporte une tribune où le régime est dénoncé. Le procès de Burgos, on l'a vu, est un sommet de ce point de vue, et fait connaître E.T.A. dans le monde entier;²⁴ il est de plus un succès, puisque le pouvoir, soumis à de fortes pressions internationales, et incapable d'empêcher une importante mobilisation de l'opinion publique basque, et espagnole, transforme les condamnations à mort en peines d'emprisonnement, ce qui est perçu comme un recul et une marque de faiblesse.

E.T.A. fait plus qu'afficher sa détermination face au régime et aider le mouvement ouvrier. Elle est en effet capable d'exprimer conjointement les trois grandes significations de la lutte, de parler indéniablement au nom de la nation, de la classe ouvrière et de la révolution, et en 1972 et 1973, le bilan de son action est spectaculaire. D'une part, elle intervient à de nombreuses reprises d'une façon qui confirme son engagement du côté du mouvement ouvrier, en déposant des charges d'explosifs dans des locaux de syndicats corporatistes liés au régime, en enlevant un autre industriel, Huarte, relâché lui aussi après paiement d'une rançon et une fois satisfaites les revendications des ouvriers en grève dans une entreprise qu'il dirige. D'autre part, elle s'en prend directement à la dictature, tout en indiquant clairement qu'elle le fait au nom du refus de la dépendance nationale. Elle plastifie des bureaux de tourisme et, surtout, réussit le 20 novembre 1973, une opération d'une importance considérable, en assassinant l'Amiral Carrero Blanco, le seul dirigeant du régime susceptible d'en assurer la continuité le jour où disparaîtra le Général Franco.²⁵

Au début des années soixante-dix, E.T.A. apparaît ainsi comme le lieu central de la contestation au Pays Basque, elle gagne une audience impressionnante, elle symbolise sans contradictions apparentes tout ce que l'opinion publique basque compte d'espoirs et d'attentes, qu'elles concrétise. Cette capacité à incarner un mouvement total correspond à une conjoncture historique bien précise, et qu'il faut définir en termes politiques et sociaux.

Politiquement, la dictature est affaiblie, et elle l'est d'autant plus que s'effondrent, en 1974, son homologue au Portugal, puis, en Grèce, le régime des colonels. La répression fonctionne, certes, et très activement, mais elle parvient de moins en moins à contenir les contestations qui agitent non seulement le Pays Basque, mais l'Espagne toute entière. E.T.A. se développe dans la période de crise du franquisme, et son apogée se situe au moment où celui-ci se décompose, où il est encore capable de réprimer, mais où sa faiblesse devient de plus en plus visible.

Socialement, les années 1970-1974 correspondent à deux phénomènes non moins importants. D'une part, on assiste à une formidable poussée des luttes ouvrières, dernière grande mobilisation avant la décomposition du mouvement ouvrier de la fin des années soixante-dix. Les luttes sont très offensives, et donnent naissance à un conseilisme dont

on trouve un équivalent à la même époque dans un pays comme l'Italie. Cet "assembléarisme" des années 1974-1976 présente à bien des égards un caractère révolutionnaire, il opère de plus en plus à découvert, débordant les syndicats et, en particulier les C.C.O.O., si centraux dans la phase antérieure, nettement dominée par les difficultés de la clandestinité.

D'autre part, des nouveaux mouvements sociaux s'esquissent, en dehors du monde de la production industrielle, et essentiellement à partir de l'annonce d'un programme électro-nucléaire espagnol qui prévoit, en 1973, quatre centrales nucléaires au Pays Basque. La mobilisation est d'abord limitée et très localiste, mais elle indique une complexification croissante du champ des luttes sociales, qui ne se réduisent plus à la seule action ouvrière.

L'intensité combinée des luttes sociales et de la crise du régime semblent donner des ailes à E.T.A., qui est perçue, très largement, comme le seul lieu de fédération et d'intégration de toutes les contestations. Cette perception est d'autant plus partagée qu'E.T.A., vue de l'extérieur, semble maîtriser parfaitement sa propre action. Les opérations les plus violentes, en effet, ont été peu nombreuses, hautement significatives, et bien comprises non seulement de la population basque, mais aussi des opinions publiques espagnole, voire internationale, et E.T.A. apparaît comme une force profondément légitime et morale. Elle n'a pas encore commis de violence inutile, ou démesurée, elle semble s'autocontrôler, ne recourir aux armes ou à l'explosif que de façon extrêmement limitée, et toujours symbolique. Elle est en prise directe avec les attentes de la population à laquelle elle se réfère. Le texte et les actes, le sens et la pratique, les fins et les moyens coïncident apparemment.

Le revers de la médaille

Mais si E.T.A. est bien parvenue à son apogée, l'image qui vient d'en être donnée est encore trop partielle. Elle correspond en effet à ce qui est perceptible au dehors, dès qu'on s'éloigne de l'organisation ou des cercles de ceux qui en connaissent plus ou moins la vie intérieure. L'autre face de la médaille, précisément, est beaucoup moins harmonieuse, et les rapports qui se jouent au sein d'E.T.A. sont loin d'être en totale adéquation avec la perception qu'on en a du dehors.

Ces rapports sont avant tout commandés par les tensions entre des militants qui s'identifient plutôt au pôle nationaliste de l'action, et d'autres qui se réfèrent avant tout à la lutte de classe et à des idéologies révolutionnaires et marxistes-léninistes. Dans l'ensemble, les premiers sont plus portés vers l'action armée, les seconds beaucoup moins, et l'équilibre entre ces deux orientations est constamment instable.

En 1969 et au début de 1970, la direction d'E.T.A. parvient à éviter de trop fortes tensions internes. Mais en 1970, l'organisation se déchire. Majoritaires, les militants qui incarnent une ligne de classe révolutionnaire demandent une nouvelle assemblée générale, la sixième, qui se solde par une scission. Les minoritaires restent fidèles aux orientations de l'assemblée précédente, ils forment E.T.A. V; les majoritaires, tout en entendant se rapprocher d'autres acteurs sociaux et politiques qui fonctionnent sur la scène espagnole, constituent E.T.A. VI. Ils rejettent les thèses nationalistes, puis le principe de la lutte armée, et en 1972, après d'intenses débats idéologiques entre gauchistes de diverses obédiences, disparaissent comme acteur collectif.

E.T.A. V, en fait E.T.A. tout court désormais, se reconstitue progressivement. C'est elle qui organise l'action armée, se reconstruit un appareil. Elle le fait en refusant de s'isoler sur un pur nationalisme, et en recherchant une nouvelle formulation idéologique qui lui permette de maintenir son identification à ce que nous avons appelé un mouvement basque total, et en s'affirmant donc aussi comme une figure révolutionnaire et liée aux

combats ouvriers. En fait, elle fonctionne selon un principe léniniste, elle se veut l'avant-garde d'un mouvement de libération nationale et socio-politique.

Cette reconstitution se solde elle-même par de nouvelles tensions, qui opposent cette fois-ci les "militaires" de l'organisation, partisans d'une action violente dont les succès attirent de nombreux jeunes, et les militants du Front Ouvrier, qui constatent sur le terrain qu'il est contradictoire de vouloir pratiquer la lutte armée et en même temps participer aux combats sociaux, de moins en moins clandestins, qui se jouent dans les usines. La lutte armée isole les militants dans des pratiques clandestines, leur interdit de s'investir dans une action ouverte, de type syndical ou "assembléariste", elle oblige à prendre des décisions sans l'aval des ouvriers, sans débats avec eux, et elle attire la répression. Les militants du Front Ouvrier sont très vulnérables, bien plus que les "militaires", qui sont protégés par la clandestinité absolue, et qui de plus, en dehors des opérations qu'ils effectuent, vivent souvent en France, de "l'autre côté", à l'abri.

En 1972 et 1973, les tensions entre ces deux pôles sont à peu près bien gérées par l'organisation, qui est en fait contrôlée par les "militaires". Un équilibre semble possible, entre la lutte armée, et une action de masse, ouverte, une présence de militants sur le terrain, et notamment dans les luttes sociales. Mais en 1974, une nouvelle scission s'opère, avec le départ de la plupart des militants du Front Ouvrier. Pour ceux-ci, la lutte armée est un obstacle et non un soutien à l'action de masse, la conjoncture est celle d'un puissant mouvement ouvrier, qui appelle la formation d'un parti politique, et non une organisation clandestine pratiquant la violence. Ils fondent un parti politique, L.A.I.A. (le parti des travailleurs patriotes révolutionnaires), d'où sort un autre groupe révolutionnaire. Ils n'excluent pas le recours à la lutte armée, mais s'en dissocient de facto.

Ce départ ne règle pas les tensions internes à E.T.A., qui s'oriente vers de nouveaux débats internes où s'opposent cette fois-ci deux conceptions de l'action. La question qui est posée, en effet, devient celle de l'articulation entre action de masse et lutte armée, personne ne remettant en cause ces deux modes d'intervention, et le mouvement s'interroge sur la façon de relier l'une à l'autre.

Les uns considèrent qu'il est malsain d'intégrer dans une même organisation ces deux modes d'intervention, et proposent de les dissocier, ce qui revient à ne conserver au sein d'E.T.A. qu'un appareil militaire, et de laisser à d'autres organisations, partis et syndicats, le soin de mener l'action de masse. Ce sont les "milis". Les autres, à l'inverse, en appellent à un dédoublement de l'action au sein de la même organisation, sous le contrôle d'une direction gérant simultanément le travail de masse, et donc la présence d'E.T.A. dans les luttes sociales et politiques, et la lutte armée, qui continue à être conçue comme nécessaire. Ce sont les "poli-milis". Et une fois de plus E.T.A. connaît une scission, mais cette fois-ci, deux organisations résultent de la séparation: E.T.A.-militaire (E.T.A.(m)) et E.T.A. politico-militaire (E.T.A.(pm)).

A première vue, la position d'E.T.A.(m), où les effectifs sont moins nombreux, est plus fragile que celle d'E.T.A.(pm), qui entend être présente sur deux fronts: mener un travail actif auprès des masses, et des actions de lutte armée qui sont le seul horizon d'E.T.A.(m). E.T.A.(pm) semble mieux correspondre à la conjoncture, dominée par l'épuisement du régime franquiste et la poussée des luttes sociales. E.T.A.(pm) semble même bien plus capable de s'adapter à des variations de conjoncture, en étant très présente sur le terrain de l'action de masse, si la répression faiblit, en se concentrant davantage sur la lutte armée si elle se renforce et rend difficile l'action ouverte. Mais les arguments d'E.T.A.(m) présentent une grande force: la lutte armée n'a pas à se soucier des aléas de l'action de masse, chacune a son autonomie et son rythme propre, et, surtout,

les activistes clandestins n'interfèrent pas avec les militants de l'action de masse, qui risquent moins de subir les coups de la répression.

Dans les années 1975-76, c'est E.T.A.(pm) qui tient le haut du pavé. Elle se structure de façon à intégrer le plus possible la double orientation qu'elle a retenue, en décidant de ne laisser aucune autonomie aux "Fronts" de l'organisation, elle opte pour un découpage géographique d'Euskadi où chaque zone est dotée d'un responsable qui gère les activités militaires et politiques, et décide du recours aux armes en fonction d'une appréciation de ses effets sur l'action de masse. Et pourtant E.T.A.(pm) met en place une structure exclusivement militaire, avec des commandos spéciaux (les commandos "bereziak"), qui seront chargés de mener des actions d'envergure, sur des enjeux débordant la responsabilité des dirigeants de zone. En même temps, ses militants participent à la formation d'un nouveau syndicat, le LAB, d'inspiration révolutionnaire.

Mais si E.T.A.(pm) se développe, elle connaît de terribles difficultés. La dictature est épuisée politiquement et ne tient plus, juste avant la mort du général Franco en novembre 1975, que par une répression qui s'intensifie. Or cette répression est facilitée par le principe même qui est à la base d'E.T.A.(pm). Les forces de police, en effet, repèrent facilement les militants qui agissent sur le terrain, à découvert, pour un travail politique; et comme les activités militaires ne sont pas disjointes de l'action de masse, elles remontent aisément jusqu'aux responsables. E.T.A.(pm) est ainsi presque démantelée en quelques mois, ses responsables sont nombreux à être arrêtés, plusieurs sont tués au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre. Ce qui a une conséquence importante: l'appareil doit être renouvelé rapidement, et avec des militants bien moins formés et aguerris que par le passé, souvent aussi bien plus frustes, et avides de passer à la violence armée que leurs prédécesseurs. Au moment de la mort de Franco, environ 500 membres d'E.T.A.(pm) sont en prison, et beaucoup plus sont installés en France; seul un commando militaire est en état de fonctionner, et la direction de l'organisation connaît une crise profonde.

Cette crise traduit en fait la première esquisse d'un long processus, au fil duquel E.T.A.(pm) et ses successeurs vont s'engager vers des pratiques qui préfigurent un phénomène nouveau: la tendance à l'inversion terroriste.

L'inversion terroriste

Nous n'avons guère utilisé le terme de "terrorisme", qui ne s'applique pas à l'expérience basque, du moins jusqu'au milieu des années soixante-dix. Il faut maintenant, pour éclairer la suite de l'histoire d'E.T.A., introduire cette notion et lui donner un sens précis, sociologique.

Mythe et terrorisme

Qu'est-ce que le terrorisme ? Le plus souvent, la littérature spécialisée bute sur un obstacle qu'elle ne s'efforce pas véritablement de lever. Elle explique que le terroriste des uns est le combattant de la liberté des autres, et propose une définition qui ne permet pas véritablement de trancher: comment choisir entre la subjectivité de l'acteur et celle de ses ennemis, ou de ceux qu'il effraye ? Les "terroristes", à de rares exceptions près dans l'histoire, ne se définissent jamais eux-mêmes comme tels, et n'acceptent pas d'être ainsi qualifiés par ceux à qui ils s'opposent. De nombreux auteurs ont cherché à proposer une définition technique du terrorisme, permettant notamment de le distinguer d'autres formes de violence, de la guerre, de la révolution, et même de la violence politique. Ils ont insisté sur le caractère disproportionné des effets de cette forme particulière de violence par

rapport aux moyens qu'elle utilise, sur ses relations privilégiées avec les media, ou encore sur le fait qu'elle constitue l'arme des faibles. Ils ont aussi parfois insisté sur son caractère délirant, développant par exemple l'image de mécanismes échappant à la volonté des acteurs, ou d'un engrenage diabolique. Pourtant, si la notion de terrorisme doit nous aider à analyser la lutte armée d'E.T.A., ce ne peut être qu'à partir d'une toute autre perspective.

Nous définirons en effet le terrorisme comme un phénomène qui combine, selon des modalités variables, deux dimensions principales. Le terrorisme est d'une part une action instrumentale, il résulte de décisions, de calculs et de choix stratégiques opérés par son protagoniste. De ce point de vue, il peut être hautement rationnel, extrêmement élaboré. Mais il est d'autre part, et simultanément, une violence d'autant plus meurtrière et effrénée qu'elle se réfère artificiellement à un lieu de sens, à un ensemble de significations qu'elle prétend incarner de façon plus ou moins abusive.

Le terrorisme le plus extrême n'est pas nécessairement à même de déployer calculs et stratégies, car il est dominé par la seconde de ces dimensions, qu'il pousse au plus loin. Il parle alors au nom d'un peuple, d'une nation, d'un mouvement social, sans que ce peuple, cette nation, ce mouvement social, s'ils existent, puissent se reconnaître en lui, il s'y substitue, de manière totalement fictive. La violence dès lors prétend être porteuse d'un sens, mais cette prétention est de l'ordre de l'auto-proclamation, et le sens, c'est-à-dire le mouvement social, national ou autre, auquel l'acteur s'identifie, soit n'a aucune réalité tangible, soit est incarné, dans la pratique, par des figures collectives qui n'ont rien à voir avec les terroristes qui parlent en leur nom.

Tel qu'il est ainsi approprié par les terroristes, le sens devient un mythe, une représentation qui intègre sur un mode imaginaire des éléments qui ne se concilient guère dans la réalité, une construction qui agglomère en un principe unique des significations qui peuvent fort bien n'avoir aucune expression réelle, ou correspondre à des pratiques différentes de celles que dessine le mythe.

Le mythe, avec le terrorisme, est en relation étroite avec la violence. Plus l'acteur fonctionne sur un mode volontariste, plus il désire donner corps à la représentation mythique à laquelle il s'identifie, et plus le passage de l'imaginaire au réel implique de déployer un effort démesuré, une violence accrue. A partir du moment où une lutte armée cesse d'être en phase directe avec l'expérience concrète de ceux qu'elle défend, aide ou représente, à partir du moment, aussi, où il lui faut gérer des significations non seulement distinctes, mais aussi de plus en plus éloignées les unes des autres, la violence apporte un mode de résolution mythique, et devient de plus en plus la seule façon d'exister pour l'acteur. C'est pourquoi il faut associer théoriquement le terrorisme, dans ses développements extrêmes, et le mythe qui le fonde et l'appelle, comme l'avait très bien vu, mais à sa façon, Georges Sorel, intégrant dans un même raisonnement l'appel mythique à la grève générale prolétarienne et l'appel à la violence, définie comme une force vitale, constitutive de l'action ouvrière.²⁶

L'inversion

Si l'on considère les formes extrêmes de terrorisme, on constate que la pratique renverse les principes et les significations sur lesquels elle repose. Au nom d'une certaine conception de l'humanité, l'acteur se comporte en barbare et au sein même de l'organisation, le soupçon, l'usage de la force, du mensonge, remplacent la chaleur communautaire et la solidarité. L'ordre des moyens et des fins est inversé, et au lieu d'être un instrument, la pratique de armes constitue l'horizon de l'action. On parle au nom du mouvement ouvrier, et on assassine des syndicalistes, au nom de la nation, et on déploie une violence qui révulse la communauté nationale, au nom des masses, et on les

ignore, ou on en flatte les instincts les plus abjects. On se dit porté par une conception scientifique du progrès, et l'on interdit tout débat d'idées, tout travail théorique, tout effort critique. Etc. Le terrorisme, dans ses expressions les plus achevées, est une négation qui n'exclut pas, on l'a vu, le recours à la rationalité instrumentale, mais qui la déborde dans la spirale d'une violence illimitée que ne peuvent stopper que la répression, la destruction de l'acteur, éventuellement son autodestruction, la prison, l'exil, la mort.

Les acteurs de la lutte armée ne basculent jamais directement, d'un seul coup, dans des formes extrêmes de terrorisme, et le processus qui y mène est toujours chaotique, avec des moments d'accélération et d'autres où il semble au contraire s'arrêter, avec des retours en arrière, avec aussi des scissions et des ruptures au sein même du mouvement concerné. Il n'est pas linéaire, et correspond en fait à des mécanismes complexes, que nous avons appelé des mécanismes d'*inversion*, donnant à ce concept une signification qu'il ne faut pas confondre avec celle de l'"inversionary discourse", tel qu'il est défini par David Apter²⁷—nous y reviendrons plus loin.

L'inversion, dans notre vocabulaire,²⁸ est le travail à la fois idéologique et pratique par lequel un acteur réinterprète l'expérience vécue de ceux dont il affirme incarner les demandes et les aspirations, et transcrit en violence concrète, structurée, organisée, cette interprétation. Elle s'esquisse, se précise, s'approfondit au fil de changements qui affectent d'une part l'acteur lui-même, et d'autre part sa population de référence. Du côté de l'acteur, des transformations importantes tiennent à la façon dont se renouvellent les activistes, au fur et à mesure des succès de la répression, et donc des morts ou des emprisonnements, des départs individuels ou des scissions. Dans de nombreuses expériences, y compris celle d'E.T.A., ce renouvellement voit des militants de moins en moins formés politiquement, de plus en plus avides avant tout de faire parler les armes, remplacer les premières générations, généralement plus soucieuses d'autolimiter le recours à la lutte armée et de développer une réflexion politique plus élaborée. Du côté de la population de référence, les changements peuvent concerner les mouvements sociaux, soit qu'ils déclinent inéluctablement, soit au contraire qu'ils s'affirment de façon imprévue, mais aussi les aspirations politiques, ou les attitudes vis-à-vis de projets de libération nationale. En règle générale, plus il y a faiblesse, ou affaiblissement, des mouvements sociaux ou politiques de référence, et plus le protagoniste de la lutte armée risque de s'emballer dans l'inversion terroriste, c'est-à-dire de vouloir à tout prix, sur un mode fondamentaliste et rupturiste, maintenir l'image d'un haut niveau de projet pour les mouvements en question. Les tendances à l'inversion sont par exemple d'autant plus prononcées que l'acteur tient le discours de la lutte des classes et du mouvement ouvrier, alors que ce dernier, épuisé, se décompose et perd toute centralité sociale.

Une dimension possible, mais non inéluctable, de l'inversion terroriste est l'hétéronomie politique croissante, c'est-à-dire la subordination de l'acteur devenu terroriste à des forces qui lui donnent un nouveau sens, en même temps qu'elles l'aident, mais aussi qu'elles l'utilisent. Ce phénomène s'est soldé, dans l'expérience du terrorisme des années soixante-dix et quatre-vingt, par l'internationalisation de la violence, et en tout premier lieu à partir du Proche-Orient et du mouvement palestinien. Celui-ci, dans ses fractions les plus radicales, a en effet attiré vers lui toutes sortes d'activistes venus du monde entier, et notamment d'Allemagne et du Japon. L'hétéronomie la plus extrême s'observe quand l'acteur terroriste devient un quasi-mercenaire au service d'un ou plusieurs Etats-sponsors.

Disons simplement, ici, que l'expérience basque, même dans ses épisodes qui témoignent le plus de son inversion, n'est jamais passée au stade de l'hétéronomie politique. Elle a pu développer des contacts avec de nombreuses organisations de lutte armée, déployer une quasi-diplomatie, entretenir des relations avec des représentants de divers Etats, au

Nicaragua, en Libye par exemple, aider ou se faire aider par des groupes étrangers. Mais à aucun moment E.T.A. n'a été chercher le sens de son action en dehors de son propre texte, et elle ne s'est jamais subordonnée à d'autre force qu'elle-même—tout simplement parce que son nationalisme lui a toujours interdit ce type de dérapage, beaucoup plus courant dans les luttes d'inspiration uniquement révolutionnaire, sans dimension de libération nationale.

L'inversion est un processus qui transforme si radicalement l'acteur qui la vit qu'elle entraîne en son sein de formidables tensions, en même temps qu'elle attire vers lui des individus ou des groupes qui jusqu'ici se tenaient à l'écart. Elle est, autrement dit, indissociable de fusions et de scissions. A partir du moment où elle se déploie, elle déstabilise l'organisation de lutte armée, elle crée une spirale où les repères se brouillent constamment, où le discours initial se raidit et se rétracte, où la fin et les moyens se confondent, ou se renversent. L'inversion, au sens où nous l'entendons, est un processus de **perte du sens**, ce qui n'est pas la même chose que l'"inversionary discourse", au sens où l'entend David Apter,²⁹ et qui définit le processus et la méthode par lesquels un acteur s'affirme par la violation des règles et principes de l'Etat et de son hégémonie.

L'inversion est le travail de l'acteur sur lui-même, alors que l'"inversionary discourse" signale sa rupture avec un ordre ou une hégémonie. C'est pourquoi l'inversion est souvent une conséquence, possible, mais non automatique, de l'"inversionary discourse".

Une reformulation de la question basque

A partir du milieu des années soixante-dix, tout change, en Espagne et en Euskadi, qu'il s'agisse du système politique, des luttes sociales, du traitement de la question nationale. Dans cette mutation, qui sera précisée plus loin, E.T.A. peut-elle encore occuper, seule, l'espace symbolique des diverses contestations qui animent la société basque ? En fait non, ou de plus en plus difficilement, et l'image d'un mouvement basque total, auquel elle correspondait relativement bien, tend à devenir une figure mythique, en même temps que la violence qu'elle organise prend un caractère nouveau, beaucoup plus meurtrier.

Le mythe qui définit de plus en plus E.T.A. est simple à représenter: cette organisation se veut tout à la fois la plus haute incarnation de l'histoire et de la culture basques, le fer de lance d'une lutte pour l'indépendance, la figure même de l'action révolutionnaire, et l'expression des demandes sociales qui jaillissent aussi bien dans l'industrie, avec le mouvement ouvrier, qu'avec les nouveaux mouvements sociaux, antinucléaires et féministes notamment. Et plus cette représentation va devenir irréaliste, ou ne correspondre qu'à des secteurs de plus en plus limités de la société, plus le processus d'inversion va se profiler, puis s'emparer d'E.T.A. Suivre l'histoire de cette organisation va donc être maintenant suivre les progrès de son inversion, et donc la progression de tendances qui mènent E.T.A. vers le terrorisme.

Les paradoxes de l'après-franquisme

En septembre 1975, le Caudillo signe encore les sentences de mort pour des militants d'E.T.A., Txiki et Otaegi, en novembre, il décède—s'ouvre alors une période de bouleversements intenses, dont nous allons examiner en priorité ceux qui concernent le plus directement le pays Basque.

La transition démocratique

Le système institutionnel qui se met en place après la disparition de Franco est une monarchie constitutionnelle, véritablement stabilisée avec le vote de la Constitution, par

le Parlement, en décembre 1978. L'Espagne passe ainsi à la démocratie, ce qui a pour expression principale la formation d'un système politique, qui prend des formes spécifiques au Pays Basque.³⁰

Trois partis basques en effet, participent à la vie politique ouverte, sans parler de groupes d'importance mineure. Le plus ancien est évidemment le P.N.V., qui profite de toute évidence de la démocratie. Cette formation créée en 1895 a connu, dans le passé, plusieurs tensions internes, et bien des difficultés, dans l'entre-deux-guerres, avec le mouvement anticapitaliste et radicalisé sur le plan national, qui prit le nom de Jagi-Jagi, avec la naissance d'E.T.A. dans les années cinquante, avec aussi, à l'apogée d'E.T.A. au début des années soixante-dix, la véritable hémorragie de son organisation de jeunesse, EGI, se déversant massivement dans E.T.A. Mais le P.N.V. a su se maintenir, il repose sur des réseaux qui sont restés puissants, sur de solides liens communautaires, sur le projet de construire pas à pas la nation. Il est doté d'une forte assise populaire, il apparaît comme la principale force politique basque, capable de dialoguer avec le gouvernement central espagnol, de négocier avec lui. Il est même plus ou moins perçu comme la seule alternative basque à la violence d'E.T.A., dont beaucoup pensent qu'elle ne fait plus sens dans la nouvelle conjoncture historique du retour à la démocratie.

En fait, les relations entre le P.N.V. et E.T.A. demeurent complexes. Même si E.T.A. résulte d'une rupture avec le P.N.V., ce dernier, tout au long de la dictature franquiste, a constamment aidé la lutte armée, se comportant un peu à la manière d'un père avec son fils. Le P.N.V. s'est souvent senti très proche d'E.T.A., partageant la même répression, et la même clandestinité. Mais l'heure est venue de la démocratie, et à partir de 1976-77, les rapports entre les deux organisations deviennent tendus. Certains, au sein du P.N.V., ont peine à s'installer dans la nouvelle situation, doutent de la stabilité de la démocratie naissante, et donc hésitent à trop prendre leurs distances avec E.T.A.; d'autres se disent que la lutte armée, du fait même qu'elle existe, leur apporte un argument de poids sur l'arène politique: ce que le gouvernement espagnol refusera d'accorder aux termes de négociations pacifiques risque d'être demandé à coups d'explosifs. C'est pourquoi la rupture entre le P.N.V. et E.T.A. n'est pas aussi tranchée qu'on aurait pu s'y attendre, du moins vu du côté du P.N.V. E.T.A. continue, de son côté, à en appeler au sentiment nationaliste du P.N.V. pour se faire aider de ses militants si nécessaire, par exemple pour qu'ils facilitent la fuite vers la France d'un activiste menacé d'arrestation. Mais dans E.T.A., et dans les secteurs les plus radicaux de la société basque, on reproche au P.N.V. d'une part de se contenter de mesures limitées, qui n'apportent pas l'indépendance nationale, mais une certaine autonomie, de ne pas exiger la formation immédiate d'un Etat basque, et d'autre part, d'être une force réformatrice, voire proche de la bourgeoisie. Toujours est-il qu'avec la fin de la dictature, le P.N.V. peut désormais avoir pignon sur rue, s'imposer comme la force politique la plus importante, avec 26,9 pour cent des voix aux élections de 1979, et devenir un parti de gouvernement, installé à Vitoria, capitale de la Province, gérer de nombreuses municipalités, et compter des élus aux Cortes (Parlement de Madrid).

Deux autres forces politiques basques émergent à cette période, toutes deux dans le prolongement d'E.T.A. Euskadiko Eskera (E.E.) rassemble des militants qui entendent maintenir levée la triple bannière des luttes sociales, du combat nationaliste et de l'action révolutionnaire, tout en se dissociant du principe de la lutte armée, avec lequel elle ne rompt pourtant complètement qu'au début des années quatre-vingts. Elle entend jouer à fond le jeu de la démocratie, tout en se situant à l'extrême-gauche sur l'échiquier politique. Ses orientations sont difficiles à tenir, pour des raisons de fond. D'une part, ses positions révolutionnaires et de classe sont peu homogènes, et différents courants gauchistes ou autogestionnaires coexistent tant bien que mal en son sein. D'autre part, son nationalisme oscille entre des positions très dures, indépendantistes, et d'autres plus

souples, plus ouvertes à l'idée d'une action obtenant pas à pas des degrés d'autonomie croissante. Enfin, et surtout, l'intégration de significations analogues à celles que gère E.T.A., mais écartant le principe de la lutte armée, s'avère particulièrement fragile, comme le démontre une intervention sociologique que nous avons conduite avec une dizaine de ses membres, tous anciens militants d'E.T.A., tous en profonde rupture avec l'idée de lutte armée, et impuissants dès qu'il s'agit de stabiliser l'image d'une action de haut niveau de projet: la référence au mythe du mouvement basque total devient confuse si elle ne se prolonge pas en violence—nous y reviendrons.

La seconde de ces nouvelles forces politiques est formée par Herri Batasuna (H.B.), qui n'est pas un parti, mais un rassemblement de plusieurs groupes organisés (HASI, ASK, JARRAI, etc.), un conglomerat fortement unifié idéologiquement par les mêmes références tridimensionnelles. Mais à la différence d'E.E., H.B. est "rupturiste", reconnaît la nécessité de la lutte armée et se veut le lieu légal de rassemblement de tous ceux qui en appellent à la rupture avec les institutions espagnoles. C'est pourquoi H.B. se présente aux élections, mais ne siège pas, ou par intermittence seulement, au Parlement espagnol, ni au Parlement basque, où elle a pourtant de nombreux élus municipaux. En fait, H.B. est profondément liée à E.T.A., et selon une relation directe, qui en fait son bras légal, politique. Les deux organisations fonctionnent en parfaite symbiose, et selon un modèle qui confère le rôle central à E.T.A. Celle-ci est l'avant-garde, qui pratique la seule lutte que le système ne peut pas assimiler ou accepter, la lutte armée. Elle est relayée, au grand jour, par la nébuleuse H.B., qui, elle-même, gère politiquement toutes sortes de luttes sectorielles, qu'il s'agisse des luttes ouvrières et du syndicalisme de LAB, syndicat "rupturiste", des luttes de femmes, du mouvement antinucléaire, des combats pour la promotion de la langue et la culture basques, ou encore du soutien aux détenus politiques. Dans l'esprit des militants et sympathisants d'H.B., seule la lutte armée permet de donner corps à un projet global de libération, nationale et sociale, seule elle confère une portée générale à des pratiques qui sinon sont éclatées, et en tout cas incapables à elles seules de mettre véritablement en cause le système de domination que constitueraient le gouvernement espagnol, les oligarchies basques aussi bien qu'espagnoles, et leurs relais politiques. Nous avons indiqué qu'aux élections de 1979, le P.N.V. avait obtenu 26,9 pour cent; précisons maintenant qu'E.E. en a obtenu 7,8 pour cent et H.B. 14,8 pour cent.

Le total de ces voix indique qu'au Pays Basque, environ un électeur sur deux se reconnaît dans des partis d'inspiration nationaliste. Ce qui signifie aussi qu'une même proportion vote pour des partis dont l'espace est espagnol. Le plus influent de ces partis, en Euskadi comme dans toute l'Espagne, est de très loin le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), qui rassemble un électorat de gauche et qui incarne des orientations de plus en plus favorables au centralisme espagnol. Sous Franco, dans la clandestinité, le P.S.O.E. était relativement ouvert à la cause basque, et pouvait même envisager une Espagne fédérale, accordant d'importants degrés de libertés à diverses républiques, dont une basque. Un leader comme Venegas, après la mort du Caudillo, incarne encore, dans ce parti, une grande ouverture au nationalisme basque. Mais dès 1978, le P.S.O.E. apparaît de plus en plus réservé, et même hostile à tout ce qui dépasse un certain autonomisme.

Cette formation d'un système politique démocratique crée des conditions inédites pour E.T.A. Sous la dictature, la lutte armée pouvait mettre en forme ou rapprocher des aspirations politiques plus ou moins distinctes, mais toutes hostiles au régime. Avec la transition démocratique, les eaux se séparent. Démocrates et révolutionnaires s'opposent au lieu de se rapprocher, et la lutte armée devient l'objet de débats et de conflits entre ceux qui, jusque là, pouvaient s'y reconnaître. Ces débats et conflits sont d'abord extrêmement confus et instables. Faut-il, par exemple, participer au renouveau démocratique, ou maintenir une attitude de rupture, faut-il voter, ou refuser des élections

qui se jouent dans le cadre d'une Espagne qui n'accepte pas l'idée d'une indépendance d'Euskadi ?

Les mêmes partis peuvent fort recommander l'abstention, comme c'est le cas en 1978 pour le P.N.V., H.B. et E.E. pour les élections relatives à l'adoption de la Constitution, et présenter des listes et des candidats à d'autres élections. Leurs élus peuvent fort bien adopter des comportements différents d'une institution à une autre, participer à la vie municipale et refuser de siéger au Congrès ou au Sénat, comme c'est le cas avec H.B.

Dans cette période de transition, les positions sont souvent instables, les lignes directrices instables, et, surtout, la légitimité de la violence moins évidente.

Le nationalisme en tension

Sous la dictature, les deux faces du nationalisme semblaient se compléter de manière harmonieuse, et la communication était directe entre des appels à la promotion de la culture basque et d'autres, plus politiques, à l'indépendance nationale. Désormais, là aussi, tout change, et surtout lorsqu'en 1979, le Statut accordé au Pays Basque accorde à la Province une autonomie non négligeable: un gouvernement, un Parlement, une police aux compétences limitées, mais dont il est prévu qu'elles s'élargiront, des media pouvant fonctionner en langue basque (radio et télévision), etc. Parmi les nationalistes, certains se réjouissent de cette autonomie, sans pour autant considérer qu'elle suffit, ils y voient un premier saut, considérable, sur la voie qui mènera à terme, et à travers des procédures négociées, vers l'indépendance. Mais d'autres considèrent qu'il n'y a là que duperie et poudre aux yeux, et qu'en dehors de l'indépendance proprement dite, aucun acquis n'est satisfaisant. Ceux-là sont favorables à la lutte armée, les autres s'y opposent au nom de la démocratie.

Cette dissociation n'est pas réductible à une séparation entre des courants plus soucieux d'affirmation culturelle, et d'autres, plus politiques et tournés sur le projet de mettre en place un Etat, avec tous ses attributs. Mais il faut bien voir que les nouvelles dispositions institutionnelles apportent satisfaction à la plupart des revendications d'ordre culturel. On peut désormais, en Euskadi, éduquer librement ses enfants dans la langue basque, écrire, publier, informer en basque, et même accéder à des emplois publics qui sont fermés à ceux qui ne parlent qu'espagnol. Le transfert de compétences prévu par le Statut de 1979 va de pair avec des progrès dans le domaine de la culture pour les uns, il n'empêchera pas la dissolution, à terme, pour les autres, E.T.A. et H.B., qui par leur posture "rupturiste", ne peuvent plus incarner l'ensemble des revendications nationalistes.

Le déclin du mouvement ouvrier

Au moment où s'opère la transition démocratique, les luttes ouvrières semblent capables de s'installer sur un haut niveau de projet, elles mobilisent un puissant mouvement ouvrier, débordant, on l'a vu, les organisations syndicales ayant assuré le conflit sous la dictature.

L'"assembléarisme", avant même la mort de Franco, donne l'image d'une importante mobilisation de base, et le paysage syndical se renouvelle, avec la montée en force de deux organisations. D'une part, ELA prend ses distances par rapport à son idéologie d'origine, chrétienne et assez proche, au fond, des orientations du P.N.V., elle suit une évolution assez proche de celle de la C.F.D.T. en France à la même époque, et s'engage dans une action visant à exercer une pression sur la politique économique. D'autre part, LAB s'inscrit dans la mouvance rupturiste, défend des orientations de type révolutionnaire, et incarne une conscience ouvrière souvent inquiète, lourde d'une

véritable rage. Par ailleurs, l'U.G.T., sans aucune spécificité basque, semble un moment encore avoir le vent en poupe.

Mais très vite, cette poussée du mouvement ouvrier s'affaiblit. La crise économique atteint de plein fouet les industries basques, souvent les plus sensibles, le chômage devient impressionnant (22 pour cent de la population active en 1984 pour la région de Bilbao). Dans cette conjoncture, le mouvement ouvrier se décompose. L'assembléarisme se défait très tôt, dès 1977, les conseils et assemblées n'étant déjà plus que des lieux de manipulation politique, et le syndicalisme s'affaiblit au moment même où il acquiert droit de cité (reconnaissance des syndicats libres en 1977, droit de grève, etc.). Cette évolution a des conséquences importantes du point de vue de la lutte armée. Quelques années auparavant, E.T.A. venait non seulement soutenir des combats ouvriers, mais aussi s'identifier à leurs plus hautes significations, parlant le discours d'une lutte de classe qui devait renverser le capitalisme et bâtir une société plus juste. Désormais, les combats ouvriers tendent au corporatisme, à la défense limitée de l'emploi, à des explosions de colère ou de rage, ou à des pratiques institutionnalisées de négociation ou de pression politique. Il devient de plus en plus abusif de parler d'un mouvement social, d'une action capable de mettre en cause les orientations les plus générales de la vie collective, et de se situer au niveau de l'historicité. La distance se creuse entre le discours qu'entendent maintenir E.T.A., mais aussi H.B. et LAB (qui n'obtient en moyenne que 5 à 10 pour cent des voix aux élections professionnelles), et la réalité, beaucoup moins glorieuse, des luttes ouvrières.

En même temps, nous le savons, de nouveaux mouvements sociaux font leur apparition, essentiellement avec les luttes antinucléaires et les luttes de femmes.

Le mouvement antinucléaire est au départ une opposition très limitée aux projets du gouvernement espagnol de lancer un programme impliquant d'abord quatre, puis seulement deux centrales nucléaires en Euskadi, à Lemoniz et à Ea. Le mouvement prend de l'ampleur en 1976, et devient un ensemble complexe de significations. Il met en cause le comportement peu démocratique des décideurs, et en particulier des technocrates d'Iberduero S.A., l'entreprise qui en Espagne a le quasi-monopole de la production et de la distribution du courant électrique. Il en appelle à une nouvelle conception du progrès et du développement, et comporte une forte composante écologiste.

De son côté, le mouvement des femmes, très influencé par ses homologues européens et nord-américains, développe dès le milieu des années soixante-dix une critique culturelle qui en appelle chez les unes à l'égalité des hommes et des femmes, et chez les autres, à d'autres rapports entre les hommes et les femmes.

Ces nouveaux mouvements sociaux se réfèrent à des valeurs qui ne sont plus celles de la société industrielle, et se dotent d'enjeux qui s'éloignent considérablement de ceux du mouvement ouvrier. Ils dessinent une nouvelle carte sociale, à laquelle E.T.A. n'est pas vraiment préparée. Ils refusent, bien plus que le mouvement ouvrier, la subordination à des forces politiques extérieures, l'hétéronomie. Ils sont sensibles, bien plus que lui, au pacifisme et à la non-violence dont certains de leurs homologues, en Allemagne notamment, ont fait leur credo. Ils sont aussi très fragiles. C'est pourquoi E.T.A. va pouvoir s'en approcher et d'une part se subordonner, au moins en partie, la lutte des femmes en Euskadi, et d'autre part se substituer à la lutte antinucléaire, qu'elle va en fait détruire, comme nous le verrons plus loin. Pour l'instant, contentons-nous de constater que dans le paysage social qui se renouvelle ainsi, E.T.A. est soit amenée à s'identifier à un mouvement social qui n'existe plus que dans son discours, soit à absorber en la niant la lutte des femmes, soit à faire parler les armes contre Iberduero S.A., en obtenant un

recul du programme nucléaire, mais en causant le plus grand tort aux acteurs proprement antinucléaires, qui ne se reconnaissent pas dans sa violence.

De quelque côté qu'on se tourne, E.T.A. se trouve donc dans une situation bien plus difficile que sous la dictature. Apparue sous un régime autoritaire, la lutte armée ne peut plus s'identifier à une opposition à l'oppression et à la répression, même si celle-ci ne disparaît pas du jour au lendemain, et ses protagonistes doivent choisir entre le jeu démocratique et la violence révolutionnaire, coupée des aspirations de secteurs très larges de la population. Adossée à un nationalisme culturel et politique qui pouvait lui reconnaître une immense légitimité, elle s'oppose désormais à tous ceux qui constatent les progrès qu'apporte une autonomie non négligeable, et susceptible de s'étendre selon des procédures négociées. Identifiée à une lutte de classe qui fut pendant plusieurs années particulièrement active, elle risque d'en maintenir le discours pendant que la réalité s'en dissout, et que s'ébauchent des conflits d'un type inédit. Dans cette donne qui se renouvelle complètement, les significations auxquelles E.T.A. se réfère deviennent mythiques, et elle se livre à une violence exacerbée, qui traduit en fait un glissement vers le terrorisme. Paradoxalement, la lutte armée va se développer en même temps que s'installe la démocratie. E.T.A. entre maintenant dans une logique d'action qui ne peut conduire, à terme, qu'à l'inversion terroriste, qui est la contrepartie de l'affaiblissement et de la dislocation de l'espace des luttes sociales, nationales et politiques que la dictature unifiait, et qu'une lutte armée somme toute limitée incarnait.

De la lutte armée au terrorisme

Les processus de changement qui viennent d'être évoqués ne se déploient pas dans une parfaite simultanéité, ils ne suivent pas une progression linéaire et régulière. Ils s'esquissent avant même la mort de Franco, et se poursuivent au-delà de la phase de transition démocratique, alors même que la démocratie est solidement installée en Espagne. C'est pourquoi l'inversion terroriste qui apparaît dans E.T.A. peut s'observer, dans ses toutes premières manifestations, dès les années 1973-74.

Premiers signes d'inversion

A partir de 1973-74, en effet, les tensions internes à E.T.A. opposent essentiellement deux conceptions d'une même action, dont tous pensent qu'elle doit être à la fois militaire et de masse, mais aussi recouvrent un phénomène encore mineur, mais qui deviendra capital par la suite: la tendance des plus "militaires" à s'autonomiser, à ne pas prendre en compte les considérations relatives à l'action de masse. Ce qui peut aboutir à agir en termes purement stratégiques, tout en se dissociant de l'expérience vécue du peuple basque, de ses attentes, et des contestations qu'il est réellement capable de produire—et correspond donc à une logique d'inversion. Ce phénomène prend son essor lorsque le leader militaire Txikia "tombe"—c'était une forte personnalité, capable de maintenir un équilibre interne, de réfléchir en termes politiques autant que militaires—et surtout lorsque les militaires du Front Ouvrier font la scission de 1974.

La première expression importante d'une autonomisation de la logique militaire est l'attentat de la rue Correos à Madrid. Action aveugle, dans une cafétéria, où une bombe explose faisant plusieurs victimes, et qui tranche avec le caractère symbolique, très ciblé, des attentats antérieurs.

Au sein même d'E.T.A., le malaise est grand, et les responsables comprennent bien qu'il s'agit là du type d'excès qui survient lorsque la préparation d'une action armée n'est pas

effectuée sous contrôle politique, et ne correspond pas, bien au contraire, à des sentiments ou des attentes populaires.

Qui peut, même au Pays Basque, se réjouir de la mort de consommateurs attablés dans une cafétéria à Madrid, qui peut y trouver un lien direct avec la lutte de libération nationale et sociale ?

En 1975, nous le savons, il existe désormais deux E.T.A., celle des “milis” et celle des “poli milis”, la plus importante numériquement et par sa capacité d’action. Dans E.T.A.(pm), le problème de tendances à l’inversion terroriste, même s’il n’est pas formulé ainsi, commence à être perçu, et un dirigeant comme Pertur incarne parfaitement cette inquiétude à l’égard des risques de dérive purement militaire. Dans cette période où la répression s’abat de façon impressionnante sur les militants d’E.T.A.(pm), où la plupart des dirigeants sont en France, dans cette période, aussi, de formidable mutation, l’organisation entre dans une crise et dans des conduites à la fois nouvelles, et inquiétantes.

E.T.A.(pm) a besoin d’argent, et décide de procéder à des enlèvements avec demande de rançon. Dans le passé, les enlèvements d’industriels avaient une forte charge symbolique, bien perçue dans la population, ils étaient essentiellement une façon d’aider directement des ouvriers dans leur lutte. Maintenant, ils changent de portée, et se délestent de cette signification.

C’est pourquoi l’enlèvement de l’industriel Luzuriaga suscite une vive controverse au sein même des secteurs favorables à E.T.A., au point qu’un communiqué émanant de plusieurs organisations de la gauche basque (LAB, LAIA, etc.) se désolidarise de cet acte qui porte tort à l’image prestigieuse du mouvement. Et un événement mineur, mais significatif, indique bien que l’organisation est en train de dériver vers une logique terroriste: c’est le dirigeant qui avait marqué le plus clairement son hostilité à cet enlèvement, Pertur, qui est chargé de rédiger le communiqué qui en revendique la responsabilité.

Un second enlèvement, celui de l’industriel Berazadi, crée des débats et révèle des tensions du même ordre, d’autant plus visibles que l’affaire traîne en longueur parce que la famille résiste quelque peu à la demande de rançon. D’une part, là aussi, la gauche basque est extrêmement critiquée, d’autant qu’on est maintenant entré dans l’ère du post-franquisme et de la transition démocratique. D’autre part, c’est une fois de plus le dirigeant le plus hostile à cet enlèvement qui est chargé de le gérer, c’est-à-dire de négocier, en France, avec les émissaires de la famille de l’industriel—ce qui aboutit à l’effet pervers de le voir désigné par la presse espagnole comme le cerveau de l’enlèvement. Mais cette fois-ci, le poids de la logique militaire, pourtant portée par des militants très minoritaires, du moins à la direction, va s’exercer beaucoup plus loin. Ceux-ci veulent en finir, trouvent que les tractations entre Pertur et la famille de l’industriel ont trop duré et en avril 1976, le corps de Berazadi est retrouvé, il a été tué d’une balle dans la tête.

Ainsi, les “bérézis”, ceux qui correspondent à une logique avant tout militaire, mettent E.T.A.(pm) devant le fait accompli, et leur geste meurtrier, qui aurait vraisemblablement pu être évité, ouvre une crise prolongée au sein de l’organisation. Pertur et un de ses proches démissionnent de leurs responsabilités, puis suspendent leur démission à la demande des “bérézis”, qui proposent qu’on discute du problème lors d’une assemblée des dirigeants—ils soutiennent que le conflit interne ne doit pas être rendu public, mais être réglé par la direction. A l’avant-veille de cette assemblée, deux d’entre eux viennent “arrêter” Pertur et le séquestrent, en lui reprochant d’avoir fait circuler à l’extérieur des

informations confidentielles, et le retiennent, lui interdisant de se présenter lors des premières réunions de la direction. Celles-ci sont particulièrement animées, les “béréziz” apportant des explications qui ne sont pas acceptées par la majorité des participants. L’assemblée se conclut par la défaite apparente des “béréziz”, à qui il est imposé de libérer Pertur. Il est prévu une commission disciplinaire, et décidé d’écarter de la direction ceux qui ont organisé le meurtre de Berazadi. Les événements, qui se déroulent côté français, ne s’arrêtent pas là. Pendant que Pertur, avec quelques proches, s’isole pour réfléchir à la préparation de la prochaine assemblée générale du mouvement, les “béréziz” ne désarment pas. Au contraire, ils l’attirent dans un guet-apens, le 23 juillet 1976, et le font disparaître, définitivement cette fois-ci. Sa disparition est alors présentée comme le fait de l’extrême-droite espagnole, et imputée à un groupe para-policier qui n’aurait pas hésité à traverser la frontière pour intervenir ainsi sur le territoire français, et une intense campagne de presse, orchestrée par E.T.A. et des organisations sympathisantes, dénonce les pratiques terroristes que le nouveau régime espagnol laisse se déployer. La vérité n’est établie que difficilement par la famille de Pertur, et notamment par une de ses tantes, qui dispose de lettres qu’il a écrites juste avant sa disparition, qu’il annonce presque, en termes prémonitoires. Au moment où elle pourrait être rendue publique, un de ses deux assassins présumés est sous le coup d’une demande d’extradition de la part du gouvernement espagnol, ce qui rend inaudibles les déclarations des proches de Pertur: comment faire savoir que celui qu’une campagne de presse présente comme un héros national basque, Apalategui, qui doit être protégé et ne pas être remis par la France aux autorités espagnoles, est en fait, très vraisemblablement, le meurtrier d’un des dirigeants les plus en vue du même mouvement?³¹

La fin de Pertur est un épisode isolé, qui ne se reproduira pas avant de nombreuses années. Mais cet épisode dramatique indique nettement qu’E.T.A., dont la légitimité demeure importante, est entrée dans une ère nouvelle, marquée par des tendances à l’inversion terroriste. Celles-ci étaient perceptibles du dehors, avec l’attentat absurde de la rue Correos, ou les significations nouvelles que prennent les enlèvements d’industriels. Elles sont beaucoup plus impressionnantes vu de l’intérieur. La solidarité née du combat commun et de la clandestinité s’est transformée en violence interne, et en meurtre; les débats politiques, les conflits d’idées ou de projets se sont réduits à l’usage de la force et à la pratique du fait accompli. Les héros, vus du dedans, les résistants, les combattants deviennent, du moins certains d’entre eux, des personnages abjects, cyniques, et même psychologiquement inquiétants, ce que Pertur lui-même, avant d’en payer personnellement le prix, a pu constater et écrire dans ce qui constitue un peu son testament politique, l’avant-projet, rédigé quelques jours avant sa disparition, pour préparer l’assemblée générale à venir: “L’histoire montre, note-t-il, que de nombreuses déviations, surtout celles qui sont liées à l’ambition et aux abus de pouvoir, sont directement liées à des déséquilibres psychologiques, quand ce n’est pas encore, plus clairement, à la névrose, à la paranoïa ou à d’autres maladies mentales” dont la genèse, pour lui, se trouve sans aucun doute dans l’autonomisation de la logique des armes, la transformation du militant en soldat, et l’emprise croissante des “militaires” sur les “politiques” de l’organisation.

La stabilisation: 1976-1985

Pourtant, E.T.A. ne s’engage pas dans un processus accéléré d’inversion et après la grande crise qui se solde par l’assassinat de Pertur, elle semble même capable de se stabiliser et de maintenir une importante légitimité en Euskadi.

Cette stabilisation passe d’abord par une sorte de décantation au fil de laquelle s’opèrent des reclassements entre E.T.A.(pm) et E.T.A.(m), ainsi que des sorties constantes de militants qui quittent E.T.A.(pm) en même temps qu’ils abandonnent la lutte armée, soit pour des combats strictement politiques, soit tout simplement pour une existence plus

paisible, rendue légitime à leurs yeux par la nouvelle situation politique, à la fois démocratique et ouverte à une certaine autonomie nationale. Les “béréziz” quittent en effet assez rapidement E.T.A.(pm) pour rejoindre E.T.A.(m); Euskadiko Eskera (E.E.), qui s’appelle d’abord Euskal Iraultzale Alderdia (E.I.A.), accueille un nombre important de militants qui gardent un lien avec E.T.A.(pm) mais se démarque progressivement de la lutte armée. E.T.A.(pm) elle-même, une fois partis les “béréziz”, adopte la ligne préconisée par Pertur; elle considère que l’Espagne, devenue une démocratie bourgeoise, laisse possible une action de masse, et que la lutte armée ne doit intervenir que comme un garant des conquêtes obtenues par des luttes ouvertes, non violentes, et surtout, elle donne le primat à la construction d’un parti politique—E.I.A., d’où sort E.E. précisément. Et au début des années quatre-vingts, E.T.A.(pm) annonce une trêve indéfinie, puis la fin de la lutte armée. Ses dirigeants apparaissent à visage découvert dans une conférence de presse, et seuls quelques militants, les “octavos” (ils se réclament des décisions prises lors de la huitième assemblée) poursuivent la lutte armée et la clandestinité, rejoignant assez rapidement E.T.A.(m)—nous dirons à nouveau, simplement, E.T.A.—ou abandonnant à leur tour l’action pour se réinsérer dans la vie sociale et, éventuellement, politique.

Ces reclassements ne doivent pas masquer l’essentiel, qui est la relative stabilisation organisationnelle et idéologique d’E.T.A. L’organisation, selon une formule qui ne variera guère à partir de la fin des années soixante-dix, est dirigée par un comité d’une dizaine de personnes, installé en France, et donc à l’abri de la répression espagnole. On peut s’étonner, au passage, de cette latitude laissée à E.T.A. par les pouvoirs publics français. Elle tient essentiellement à un accord tacite entre les services locaux et nationaux de police, et E.T.A. Celle-ci fonctionne discrètement dans une clandestinité tolérée, trouvant en France un “sanctuaire”, et n’intervenant en aucune façon sur le territoire national français. Surtout, jusqu’en 1984, la présence en France d’E.T.A. interdit toute formation, côté français, d’une organisation comparable à elle, et paralyse les velléités qui existent aussi de ce côté des Pyrénées, de développer la lutte armée: Iparetarrak apparaît en 1979 mais ne se manifestera de façon meurtrière que par la suite, en 1982, précisément lorsque le pacte tacite entre E.T.A. et les autorités françaises commencera à être rompu.³² Ajoutons ici qu’une justification de ce pacte couramment avancée, côté français, est alors qu’il vaut mieux une direction d’E.T.A. connue des services de police, bien formée politiquement, aguerrie, plutôt qu’une direction se renouvelant constamment sous les coups de la répression, et qui serait plus irresponsable, moins prévisible aussi.

Le comité qui dirige ainsi E.T.A. prend les décisions militaires, dont la réalisation est confiée à des commandos opérationnels indépendants les uns des autres, et qui disposent d’une grande liberté de mouvement pour la conduite de leurs opérations. Au maximum, E.T.A. a compté une dizaine de commandos en état de fonctionner, chacun comportant quatre ou cinq membres. Par ailleurs, le comité est en relation avec un réseau très dense qui assure la circulation de l’information avec le Pays Basque, et en particulier avec les organisations sympathisantes installées sur place, la nébuleuse H.B., et sa presse, les comités pour l’amnistie, qui s’occupent des détenus politiques, etc.

La stabilité idéologique du mouvement est elle aussi à peu près établie dès 1977 ou 1978, et une de ses expressions est donnée par la plate-forme K.A.S. (Koordinadora Abertzale Sozialista), qui propose un programme en cinq points dans lequel se reconnaît à peu près toute la mouvance “rupturiste”: amnistie et libération de tous les prisonniers politiques basques en Espagne, légalisation des partis indépendantistes (qui tarde effectivement à être accordée à H.B.), expulsion hors du Pays Basque des forces policières et militaires de l’Etat espagnol, amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, accroissement de l’autonomie par rapport à ce que prévoit le statut de 1979—ce qui revient en fait à exiger l’indépendance. Cette plate-forme est conforme à ce que nous

savons du mythe auquel se réfère E.T.A., de son souci d'incarner une action tridimensionnelle.

Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, il semble ainsi qu'E.T.A. ait su, tout à la fois, mettre en place un modèle d'organisation fonctionnant bien, et maintenir un programme de lutte de libération à la fois sociale et nationale. Dans cette double stabilisation, faut-il voir un arrêt du processus d'inversion qui s'était esquissé avec la crise des années 1975-76 et l'assassinat de Pertur ?

A mi-pente sur les chemins de l'inversion

A première vue, et paradoxalement, E.T.A. sort renforcée de la transition démocratique. Les chiffres sont même impressionnants. Rien qu'en France, plusieurs centaines de militants sont réfugiés, mais aussi, plus ou moins disponibles, et une quarantaine de dirigeants forment le noyau central de l'organisation. Les actions armées se démultiplient, à une échelle qui n'a plus rien à voir avec celle de la décennie précédente, meurtres de collaborateurs du régime, de gardes civils ou de militaires, enlèvements avec demande de rançon, vols et hold-up, sabotage. La pratique de "l'impôt révolutionnaire" se généralise, les entrepreneurs étant obligés de verser leur dîme à E.T.A. s'ils veulent faire fonctionner normalement leur entreprise. Mais à bien des égards, E.T.A. a changé, et son rapport à la société basque aussi. Les prisonniers, militants d'E.T.A., ne sont plus fêtés comme avant lorsqu'ils reviennent dans leur village ou leur quartier, après leur détention, une réelle lassitude apparaît chez nombre d'activistes et surtout, il n'est plus possible de maintenir l'image d'une liaison directe entre les diverses aspirations de la population, et la lutte armée.

Ce phénomène, qui est la marque de l'inversion, apparaît d'abord du point de vue des mouvements sociaux. Le mouvement ouvrier, profondément affaibli par la crise économique, elle-même exacerbée par les gigantesques dégâts causés par les inondations de 1983, qui détruisent une part non négligeable des structures industrielles d'Euskadi, est déstructuré, et E.T.A., en liaison avec le syndicat LAB, ne peut plus incarner qu'une face étroite de ce mouvement social; elle est en effet porteuse d'une action "rupturiste", à la fois défensive et lourde d'une rage ouvrière qui tranche avec les orientations négociatrices d'E.E. ou de l'U.G.T., et ne représente qu'une faible minorité des ouvriers, en conflit avec les autres secteurs du mouvement ouvrier.

La relation est encore plus négative si l'on considère le mouvement antinucléaire. Au début des années soixante-dix, E.T.A. avait été un court instant favorable au programme électro-nucléaire. Elle y voyait en effet la possibilité de doter Euskadi d'un parc d'installations modernes qui permettraient, une fois obtenue l'indépendance politique, de la conforter par une indépendance énergétique. Mais à partir du moment où se constitue la lutte antinucléaire, E.T.A. renverse cette position pour prétendre participer à cette lutte, et y jouer même le rôle central. A la fin de 1977, elle annonce qu'elle va maintenant intervenir très concrètement, pour répondre à ce qu'elle appelle le "terrorisme" d'Iberduero S.A., qui a lancé les travaux de construction de la centrale nucléaire de Lemoniz. Et effectivement, elle parvient à effectuer des dégâts matériels non négligeables sur cette centrale. D'autres actions suivent, et un saut considérable est franchi lorsque E.T.A. s'en prend directement aux hommes, et enlève, en janvier 1981, l'ingénieur en chef qui a la responsabilité des travaux de Lemoniz, Ryan. E.T.A. accorde au gouvernement espagnol et à Iberduero un délai d'une semaine pour annoncer la décision de renoncer à la centrale et, n'obtenant pas satisfaction, assassine Ryan. Elle récidive, en avril 1982, en assassinant le directeur du projet de Lemoniz, Pascual.

La centrale de Lemoniz, en définitive, ne sera pas construite, et un bilan superficiel pourrait conduire à voir dans ce résultat final un succès total d'E.T.A. Après tout, son

action est à notre connaissance la seule au monde à avoir véritablement empêché directement la réalisation de projets liés à un programme électro-nucléaire. Mais du point de vue du mouvement antinucléaire, il faut bien voir qu'E.T.A. s'est comportée en force destructrice de l'action.

La poussée des Comités Anti-Nucléaires (CAN) a été vigoureuse jusqu'en 1981: son élan est brisé par les interventions meurtrières d'E.T.A. Le mouvement antinucléaire, en effet, est démobilisé par le recours à une violence qui transforme un conflit social en guerre, une mobilisation démocratique en pratique terroriste, et qui heurte profondément l'opinion publique basque, qui pour la première fois de façon aussi nette, se mobilise et manifeste dans la rue, en février 1982, son opposition à la lutte armée. En introduisant du dehors une violence instrumentale, E.T.A. s'est substituée à l'action antinucléaire, a parlé en son nom, mais contre elle, et l'a mise en porte-à-faux par rapport à la population basque. Le mouvement antinucléaire se serait peut-être affaibli de lui-même, comme on peut le penser à la lumière de l'expérience française, où il se décompose à partir de 1980-81, d'abord sous la violence de la répression, et ensuite en raison d'un changement politique qui voit la gauche socialiste et communiste accéder au pouvoir.

Mais il est indéniable qu'E.T.A. a contribué, en Euskadi, à l'effondrement de la lutte, et à la démobilisation de ses acteurs: pourquoi militer, construire une action de base, s'il suffit de quelques meurtres pour régler les problèmes, comment s'engager du côté de la société civile, lorsque les armes prennent en charge la contestation? A partir de 1982, les CAN se dissolvent, ou se réduisent à de petits groupes sectaires ou hyper-idéologisés.

Avec le mouvement des femmes, le résultat est le même, mais le processus différent. E.T.A., et surtout son relais politique, H.B., prétendent en effet incarner ce mouvement, comme toutes les autres contestations populaires en Euskadi, et il existe une organisation proche d'H.B., Aizan, qui regroupe des militantes féministes. Mais dans ses conceptions les plus générales, comme dans son fonctionnement interne, l'ensemble E.T.A.-H.B. est en fait bien peu ouvert au féminisme. Celui-ci apparaît comme une rhétorique, un discours idéologique assez éloigné, en fait, de la pratique réelle de ces organisations, en dehors d'efforts démagogiques qui ne vont jamais très loin. Le militantisme révolutionnaire, plus ou moins ouvriériste, s'accommode mal des revendications spécifiquement féministes, il repose sur une culture largement "machiste", indifférente aux aspirations des femmes du mouvement lorsqu'elles parlent d'instaurer de nouveaux rapports avec les hommes, il définit souvent des rôles spécifiques, qui enferment les femmes dans certaines tâches, plus ou moins infériorisées, et leur rend difficile de s'affirmer, en tant que telles, comme des participantes aux débats les plus centraux. En ce sens, E.T.A. apparaît comme une figure imposant au féminisme une totale subordination à la lutte armée de libération nationale et révolutionnaire—ce qui est une façon de le nier, et d'en entraver l'essor.

L'inversion apparaît aussi, très différemment, si l'on considère le rapport qu'entretient E.T.A. avec le monde industriel. Dans la phase précédente de son histoire, E.T.A. intervenait pour faire connaître son soutien à des luttes ouvrières, et contribuer à faire reculer des directions d'entreprise en conflit ouvert avec des grévistes. Désormais, il s'agit de tout autre chose. Le patronat basque, qui a souvent, sous la dictature, apporté son aide financière à des mouvements indépendantistes, ou à des militants en difficulté, est maintenant terrorisé par E.T.A., qui lui extorque l'impôt révolutionnaire. Sa réponse est parfois de désertier, c'est-à-dire de localiser en dehors d'Euskadi ses nouveaux investissements, et même de désinvestir. Elle est aussi de quitter les zones rurales, où sont installées de nombreuses entreprises, généralement de petite taille, pour la ville, anonyme, où leur famille sera moins menacée. La lutte armée a ainsi pour effet d'appauvrir le pays, ou certaines zones, de paralyser une modernisation économique et les efforts pour sortir

de la crise. Ces effets sont démultipliés par la déstructuration des rapports sociaux qu'entraînent les pratiques d'E.T.A. et de ceux qui s'en prévalent. Dans de nombreuses entreprises, en effet, les relations entre direction et personnel sont minées par un climat de violence diffuse, qui interdit la négociation, même conflictuelle, pour y substituer des menaces parfois très personnalisées. Dans ce contexte, la maîtrise et les cadres fuient les responsabilités, et le fonctionnement des entreprises devient difficile à assurer. Au départ, l'action d'E.T.A. se jouait dans le cadre d'un rapport de classe, au profit de l'acteur contestataire, contre l'acteur dirigeant; elle devient un facteur de désagrégation de ce même rapport, qu'elle empêche de se constituer, elle parle artificiellement au nom du mouvement ouvrier, et en réalité, a pour fonction principale d'assurer des rentrées de fonds, et pour effet majeur l'affaiblissement des entreprises, mais aussi de leurs acteurs, aussi bien dirigeants qu'ouvriers.

Dans le passé, E.T.A. exprimait la volonté d'en finir avec la dictature, et pouvait incarner des projets authentiques de libération, face à un régime particulièrement répressif. Mais là aussi, de profonds changements sont intervenus. Le nouveau régime n'a certes pas abandonné la pratique de la répression, les prisonniers politiques demeurent nombreux, et il n'est pas difficile d'établir que la torture fonctionne encore trop souvent. Mais désormais, le rapport entre E.T.A. et le pouvoir, dans ce qu'il a de répressif, revêt un sens totalement différent. L'Etat n'est plus tant le lieu d'interdiction d'expression pour des luttes qui ont une portée en elles-mêmes, l'obstacle ou l'ennemi face auquel se dressent des acteurs incarnant la Nation, la révolution, le prolétariat, il n'est plus inscrit dans un système d'action où E.T.A. n'était que la figure de ces acteurs, et n'est plus défini que par le face à face qu'il entretient avec E.T.A. Dans ce face à face, E.T.A., au lieu d'exprimer et de globaliser diverses contestations, attend de plus en plus de la répression qu'elle subit des effets de sympathie dans l'opinion publique. Elle joue dès lors non pas sur le sens qu'elle met en forme, mais sur le prix que payent ses militants pour mener la lutte armée, sur ses victimes, ses martyrs, ses torturés, ses détenus. Son arme politique devient ses victimes, un peu comme lorsque les terroristes de la Fraction Armée Rouge se sont efforcés par leur suicide de mobiliser l'opinion publique allemande, et internationale, contre un Etat qu'il s'agissait de dénoncer comme brutal et oppresseur. Elle développe un culte de la mort, une martyrologie, une victimologie, qui lui tiennent lieu de sens.

Ce phénomène revêt une importance centrale dans les prisons, où E.T.A. exerce sur ses propres membres un contrôle qui tend parfois à la terreur, et s'oppose à tout ce qui pourrait déboucher sur des relations négociées permettant par exemple à ceux qui le souhaitent d'en finir réellement avec la lutte armée. Le thème des détenus et de leurs conditions de détention est central dans la propagande d'E.T.A. ou le discours d'H.B., et, à la limite, il devient l'enjeu de la lutte armée, alors qu'au départ, il n'en était qu'une conséquence. De ce point de vue aussi, E.T.A. est sur la pente de l'inversion: il s'agit, en effet, de plus en plus, de compter sur la répression et sur ses excès, quitte à l'exacerber éventuellement, pour maintenir ou retrouver des soutiens populaires, au lieu, comme dans le passé, de faire remonter par la lutte armée, et jusqu'à l'Etat, des revendications populaires.

Mais si la notion d'inversion terroriste mérite le plus d'être appliquée à E.T.A., c'est pour ce qui y correspond le plus visiblement, le plus directement: la multiplication de violences qui perdent leur charge éthique et leur portée symbolique, et atteignent des personnes qui ne sont pas toutes, beaucoup s'en faut, des ennemis évidents de la cause basque. Des attentats à l'explosif font des victimes parmi la population, de façon totalement indiscriminée, touchant des individus qui n'avaient pour tort que de se trouver dans les locaux de la banque ou de l'entreprise qu'E.T.A. a décidé de plastiquer, des individus sont assassinés sur la base de simples soupçons, ou d'accusations mineures, un boulanger, un plombier, un marbrier notamment, les "bavures" deviennent fréquentes, et

E.T.A. parle alors d'accidents, exactement comme la dictature le faisait. Il faut dire que le recrutement, qui ne cesse pas, introduit dans l'organisation des jeunes sans formation politique, qui ont simplement soif d'action, et, peu contrôlés, peuvent avoir jusqu'à huit ou dix morts sur la conscience. Parfois même, l'entrée dans E.T.A. ne correspond plus fondamentalement à un engagement idéologique, mais au souci d'éviter d'être arrêté par la police pour des actes de délinquance.

Tout ceci n'empêche pas E.T.A. d'être la seule organisation, en Euskadi, capable de mener une lutte armée qui ailleurs en Espagne est également le fait de groupes d'inspiration gauchiste, avec essentiellement les Commandos Autonomes. Tout ceci, surtout, ne doit pas conduire à l'idée d'une pure logique terroriste, d'une inversion parvenue à son terme. Le nationalisme "rupturiste" d'E.T.A. répond largement encore aux aspirations de la population, qui vote pour H.B. avec des taux moyens de 20 pour cent de suffrages accordés; au sein même du P.N.V. et de son électorat, on résiste à rompre complètement avec E.T.A., du moins idéologiquement, on pratique l'autonomie, mais on rêve d'indépendance, on se dit que Madrid ne recule vraiment que lorsque la menace de la lutte armée demeure une réalité, et que le gouvernement espagnol n'acceptera jamais d'accorder une totale indépendance.

Par ailleurs, la crise économique exerce des effets considérables dans les quartiers les plus pauvres, où la rage et la colère sont instrumentés par H.B. bien plus que par n'importe quel autre parti, et où le tissu associatif, dans ce qu'il a de plus actif, est animé par des militants sympathisants d'E.T.A., qui capitalise en sa faveur les demandes des secteurs les plus radicalisés de la population, et en particulier d'une jeunesse qui fait de plus en plus figure de laissée pour compte de la crise.

Enfin, la répression officielle est prolongée, sans qu'on puisse vraiment savoir les liens entre ces prolongements et les forces de l'ordre, par l'action du Bataillon basque espagnol de l'ATE (Antiterrorisme E.T.A.), et surtout du Groupe Antiterroriste de Libération, le GAL, qui se donne pour mission de terroriser les terroristes, et effectuée à partir de 1983 de multiples attentats contre des basques espagnols réfugiés en France—on compte 23 assassinats, plusieurs enlèvements, de nombreux blessés entre 1983 et juillet 1986, sur le sol français. LE GAL a souvent fait appel à des mercenaires et ceux-ci, lorsqu'ils ont été arrêtés, ont presque tous affirmé avoir agi en liaison avec des responsables policiers espagnols—ce qui n'a jamais été véritablement prouvé. Ce contre-terrorisme a porté des coups réels à E.T.A., même s'il a souvent été aveugle ou bien mal ciblé. Il a aussi, paradoxalement, recimenté des soutiens populaires qui s'affaiblissaient.

C'est donc une image complexe qu'il faut avoir d'E.T.A. pour la période considérée. D'un côté, il est indéniable que l'organisation dérive vers une logique d'action terroriste. Mais d'un autre côté, il est difficile de dire qu'elle y est entièrement installée. C'est d'ailleurs pourquoi l'opinion publique basque semble si instable, capable, désormais, de manifester contre la lutte armée, mais capable aussi de manifester sa sympathie pour une organisation qui conserve encore une certaine légitimité.

Terrorisme et politique

A partir du milieu des années quatre-vingts, on entre dans une nouvelle ère de l'histoire d'E.T.A., qui s'affaiblit considérablement, et en même temps passe à des actions de plus en plus meurtrières, et bien plus aveugles, pour certaines d'entre elles du moins, que par le passé.

Un contexte renouvelé

Cette mutation, véritable marche franchie sur les chemins de l'inversion, s'opère dans un contexte qui se renouvelle considérablement.

Un premier facteur d'évolution correspond au revirement de la politique française. A partir de 1984, en effet, le gouvernement français, en même temps qu'il opte pour un réalisme économique qui tranche avec ses positions antérieures, décide aussi, pour la première fois, de satisfaire des demandes d'extradition d'"etarras" (militants basques—le terme est péjoratif) formulées par Madrid. Cette nouvelle ligne de conduite se précise par la suite, avec des hauts et des bas: la France n'est plus un sanctuaire pour E.T.A., et tout au long des années qui s'ensuivent, plus d'une centaine d'expulsions ou d'extraditions sont effectuées, ainsi que de nombreuses arrestations, dont certaines décisives, telles celles de Josu Ternera (janvier 1989), dirigeant militaire d'E.T.A., ou de Santi Potros (30 septembre 1987), un des leaders de l'organisation. L'activité policière de la France est parfois plus apparente que réelle, comme par exemple lors de la "rafle" de Bayonne (octobre 1987), qui est une opération médiatique sans grands résultats concrets, mais dans l'ensemble, elle déstabilise fortement E.T.A.

Un deuxième facteur de changement tient à l'évolution de la société basque. Si la conscience nationale ne faiblit pas en Euskadi, par contre, les autres éléments conférant à l'action d'E.T.A. sa tridimensionnalité connaissent d'importantes transformations qui, toutes, vont dans le même sens. D'une part, en effet, comme dans tout le monde occidental, le mouvement ouvrier confirme son déclin historique. D'autre part, les nouveaux mouvements sociaux qui portaient les luttes antinucléaires et féministes, semblent s'être épuisés. La jeunesse basque se désintéresse de plus en plus du combat politique, et est atteinte d'un phénomène qui concerne toute l'Espagne, le "pasotisme", c'est-à-dire un individualisme hostile à tout engagement collectif, et qui pousse à la centration sur soi-même, à un certain narcissisme, à une survalorisation de la consommation des biens culturels.

Par ailleurs, avec un certain retard, si l'on compare le Pays Basque à la plupart des pays d'Europe occidentale, les idéologies communistes et surtout gauchistes sont en perte de vitesse, la référence à la démocratie prend le pas sur celle à la révolution. Si l'on excepte le nationalisme, les significations qui informaient la lutte armée dans le passé sont toutes affaiblies et déclinantes, ce qui rend de plus en plus artificielle la rhétorique d'E.T.A., dont le discours, sans être complètement mythique, n'en est pas moins de plus en plus distant des réalités concrètes qu'il prétend à la fois représenter et globaliser. Le nationalisme lui-même est de plus en plus éclaté, entre les partisans d'une acquisition graduelle de l'autonomie, et l'indépendantisme pur et dur, les premiers pouvant constater que le Statut de 1979 a effectivement permis à des forces politiques basques de gouverner la Province et d'y disposer d'un réel pouvoir.

Dans ces conditions, E.T.A. est bien plus fragile qu'auparavant, moins assurée de sa légitimité, vulnérable à la répression.

Négocié?

Dès lors, E.T.A. et ses organisations amies, à commencer par H.B., sont soumises à une tension souvent très forte, entre deux tendances opposées. D'une part, la nouvelle conjoncture historique semble propice à l'abandon négocié de la lutte armée, d'autre part, ceux qui refusent cette orientation se raidissent dans une violence exacerbée, qui prend un tour bien plus aveugle et illimité que par le passé, pour des raisons à la fois pratiques et politiques. En effet, les succès de la répression sont tels que les commandos militaires d'E.T.A. préfèrent souvent avoir recours à des attentats à l'explosif, et plus

particulièrement à la voiture piégée, qui présentent l'avantage de minimiser les risques, surtout si la charge d'explosif est actionnée à distance, par télécommande, mais aussi l'inconvénient de blesser et tuer de façon indiscriminée des personnes, qui ne deviennent victimes que parce qu'elles ont le malheur d'être sur les lieux au moment de l'explosion. Et par ailleurs, la réponse qu'apportent ceux qui refusent tout processus de négociation appelle une capacité d'intervention permettant, chaque fois que des progrès sont perceptibles dans les contacts entre le gouvernement espagnol et les émissaires d'E.T.A., de faire capoter, par une action hautement meurtrière, les efforts de ceux qui se présentent à l'opinion publique basque et espagnole comme désireux de trouver une issue à la lutte armée.

E.T.A. semble donc pouvoir s'engager sur la voie de la négociation. En 1986, son leader, Rxomin Iturbe, expulsé de France vers le Gabon, puis l'Algérie, entre en relation avec des représentants de Madrid, et des rumeurs persistantes font état de l'avancement des discussions. Il est victime d'un accident mortel de voiture, en Algérie, mais les discussions progressent avec son successeur à la tête d'E.T.A., Antxon Echeveste, transféré par la France à Alger. Mais manifestement, tout le monde à l'intérieur d'E.T.A., n'accepte pas cette évolution, et deux attentats retentissants indiquent comment se maintient l'existence d'une ligne dure, hostile à tout compromis négocié avec le gouvernement de Madrid. Le premier a lieu à Barcelone, en juin 1987, il fait 23 morts dans le supermarché où une bombe avait été déposée; le second, qui entraîne l'échec des négociations d'Alger, fait 11 morts à Saragosse en décembre 1987, dont cinq fillettes âgées de 4 à 7 ans. E.T.A. revendique avec fierté cet attentat, de façon à bien faire comprendre le refus de ceux qui l'ont perpétré de jouer le jeu de la négociation, alors qu'après celui de Barcelone, elle avait fait connaître publiquement ses "regrets" pour ce qu'elle reconnaissait être une "grave erreur".

En janvier 1988, pour la première fois de son histoire, E.T.A. annonce une trêve provisoire, qui témoigne peut-être de sa faiblesse, et sûrement du désir d'au moins certains des membres de sa direction de négocier avec Madrid. Mais à peine un mois plus tard, elle enlève un riche entrepreneur, Emiliano Revillan, qui sera détenu par elle pendant près de neuf mois, ce qui indique le souci inverse. La fin des années quatre-vingts est ainsi dominée par un processus contradictoire de négociations secrètes, qui se poursuivent, et d'actes hautement meurtriers, qui se démultiplient et les contrarient. La violence, très souvent par voiture piégée, vise en priorité les forces de l'ordre, police et Garde Civile; elle veut aussi inquiéter les touristes, et donner une image négative de l'Espagne, qui prépare les Jeux Olympiques de Barcelone (1992); c'est pourquoi plusieurs opérations armées ont lieu dans cette ville, ou à proximité, et notamment l'attentat qui fait six morts à Sabadell, en décembre 1990; c'est pourquoi également, chaque été ou presque, quand commence la saison touristique, E.T.A. annonce et réalise des attentats qui visent en particulier les trains et les voies ferrées espagnols. La violence est aussi impressionnante que les succès de la répression. E.T.A. est désorganisée, la plupart de ses commandos sont démantelés, y compris celui animé par un français, Henri Parot, arrêté en 1991 alors qu'il s'apprêtait à commettre une série d'attentats, et dont on apprend qu'il fonctionnait comme "commando itinérant", en liaison exclusive et directe avec le nouveau chef d'E.T.A., Artapalo. Le gouvernement espagnol, pour faciliter la réinsertion des détenus qui, en prison, sont disposés à quitter E.T.A., procède à la dispersion des prisonniers sur tout le territoire national, de façon à séparer ces détenus d'autres, qui maintiennent une ligne "dure". Par ailleurs H.B., qui connaît des revers électoraux, donne à plusieurs reprises l'image d'un parti soucieux d'entrer davantage dans le jeu démocratique, et décide notamment, en novembre 1989, d'arrêter de boycotter la vie parlementaire, ce qui doit aussi être compris comme un geste d'ouverture et une orientation favorable à la recherche d'une solution négociée. Deux de ses plus importants dirigeants, tous deux députés, sont victimes, en novembre 1989, d'un attentat qui tue

Iñaki Esnaola et blesse grièvement Josu Muguruza, au moment précisément où H.B. vient d'annoncer cette décision—et si le GAL est vite soupçonné, certains se demandent aussi si le geste ne proviendrait pas des secteurs les plus durs d'E.T.A.

Ainsi, sur fond de contacts de plus en plus étroits entre la France et l'Espagne, qui est désormais entrée de plein pied dans la communauté européenne et participe à une politique commune en matière de sécurité (notamment dans le cadre du groupe Trévi), E.T.A. et la mouvance “rupturiste”, affaiblis, oscillent entre des tendances négociatrices, et un raidissement de la lutte armée, dont l'objectif semble être de plus en plus d'interdire le succès des courants négociateurs.

La violence n'est pas seulement de plus en plus aveugle, elle se tourne, de plus en plus souvent, contre ceux qui, au sein même du peuple basque, sont soupçonnés de fléchir par rapport à la cause, de l'abandonner, de la trahir. Un événement choque particulièrement l'opinion publique: l'assassinat d'une jeune femme, “Yoyès”, en septembre 1986, abattue dans son village natal, sous les yeux de son fils, et à qui E.T.A. reproche de s'être “repentie” et d'avoir déserté l'organisation. Cet événement n'est pas isolé, et une pression constante est en particulier exercée dans les prisons sur les détenus basques. Par ailleurs, E.T.A., qui avait jusqu'ici évité de s'en prendre à la police basque, l'Ertzaïna, fait exploser en mai 1989 une voiture piégée près de Bilbao, causant trois morts dont un policier de cette institution. Chaque année, E.T.A. est capable de faire plusieurs dizaines de victimes, et en même temps, non seulement certains soutiens deviennent défaillants, mais monte de plus en plus dans la population l'idée qu'il faut manifester publiquement, comme basques et comme démocrates, le refus de la violence armée. C'est ainsi, par exemple, qu'Imanol Larzabal, un chanteur-compositeur très connu en Euskadi, organise en novembre 1989, à Saint Sébastien, un “concert contre la peur”. Cet homme avait été militant, proche d'E.T.A., et avait défrayé la chronique en 1985 en faisant évader deux “étarras” qu'il avait cachés dans des baffes au cours d'un concert donné en prison; son évolution rapide est symptomatique du revirement qui se précise dans l'opinion basque.

E.T.A. n'est pourtant pas totalement isolée. Elle conserve un important capital de sympathie, d'une part parce qu'elle incarne un indépendantisme qui reste puissant, un nationalisme sans concession auquel beaucoup continuent de souscrire, du moins au fond de leur conscience, d'autre part parce qu'elle apparaît, aussi irrationnel que cela puisse sembler, comme le seul recours aux yeux de secteurs de la population qui se retrouvent exclus économiquement, victimes du chômage croissant, de la pauvreté et d'une crise à laquelle la démocratie est bien impuissante à apporter les réponses satisfaisantes. D'une certaine façon, elle capitalise tout ce que la démocratie ne peut traiter, d'une part la rupture nationale, d'autre part la dualisation sociale croissante, qui sépare l'univers des “in” de celui des “out”. E.T.A. est devenue une organisation terroriste, mais elle n'est pas que cela, elle garde une réelle capacité à parler au nom d'aspirations nationales et sociales. Elle a opéré un grand saut, sans retour en arrière, sur les pentes de l'inversion, mais elle ne peut être réduite à cette seule image.

Conclusion

L'expérience d'E.T.A. touche-t-elle à sa fin ? A bien des égards, on peut le penser. Les conditions générales de son existence ont en effet toutes évolué dans le même sens, défavorable. Les mouvements sociaux qu'E.T.A. entend représenter sont affaiblis, voire décomposés, et elle devient plus le porte-parole des exclus que la plus haute expression d'acteurs sociaux contestataires; la nation est, au moins partiellement, lasse de la lutte armée et de la violence, et beaucoup de nationalistes convaincus sont favorables à une

démarche institutionnelle et réformiste. La démocratie espagnole s'est affermie, et on est maintenant très éloigné de l'époque incertaine de la transition, et du risque d'un coup d'Etat militaire. La France a cessé, de plus en plus résolument, d'offrir un "sanctuaire" aux activistes d'E.T.A., et la répression, côté espagnol, est montée en puissance.

Mais s'il faut défendre l'hypothèse d'un déclin historique d'E.T.A., rien ne permet d'affirmer que son expérience est parvenue à son terme. Le soutien populaire s'est réduit, il ne s'est pas entièrement évanoui, et il subsiste encore un réservoir de militants et d'activistes. C'est pourquoi nous ne concluons pas par un diagnostic historique, bien trop risqué même si tout indique qu'E.T.A. est sur sa pente descendante, et réserverons plutôt nos dernières remarques à des considérations théoriques.

Un acteur moderne

E.T.A. s'inscrit-elle dans des schémas politiques post-modernes? Notre réponse sera résolument négative. E.T.A. est un mouvement moderne, au sens où ses projets, et le mythe qui la porte, cherchent, de plus en plus désespérément, à intégrer les éléments constitutifs de la modernité, telle qu'elle a été inventée en Europe au sortir du Moyen-Age.

E.T.A. entend en effet associer la raison, le développement économique et politique, et une identité, la nation, avec sa langue et son passé. Elle rêve d'un Etat-nation, elle veut constituer une société nationale, elle refuse l'idée même d'une dissociation de l'économie et de la culture. L'Etat basque, pour elle, doit être doté de tous les attributs d'un Etat moderne, avoir sa monnaie, sa diplomatie, son armée. Elle n'est pas portée, du moins au départ, par des marginaux, des pauvres, elle n'agit pas au nom des déclassés, elle surgit dans un contexte de croissance économique où le thème de l'exclusion ou de la dualisation n'a pas sa place, même si ensuite elle s'efforce de mobiliser les laissés-pour-compte de la crise. Elle ne parle pas au nom des parias, mais s'applique à unifier des demandes diverses, sociales et culturelles, dessinant l'image mythique d'une communauté réconciliée avec elle-même, abolissant tout principe de division sociale, et portée par l'esprit du progrès qu'incarnera, à terme, selon elle, l'Etat indépendant qu'elle vise à mettre en place. Son marxisme-léninisme la protège des pires dérives identitaires, de l'appel à la pure centration communautaire, du rejet de la raison, et son nationalisme, à bien des égards héritier des nationalismes européens du XIXe siècle, comme de certains mouvements de libération nationale du XXe avant leur abolition en régimes totalitaires, demeure sensible à l'idée de modernisation.

Elle est donc moderne, mais de plus en plus difficilement, attachée à un mythe qui fusionne les composantes classiques de la modernité, et de plus en plus terroriste, précisément parce que ce mythe devient lui-même de plus en plus obsolète.

E.T.A. et la démocratie

E.T.A. s'est constituée face à la dictature, dans un contexte interdisant d'envisager l'idée même d'une dialectique ou d'une opposition entre un modèle d'"inversionary discourse", au sens où l'entend David Apter,³³ et un modèle de démocratie institutionnelle. Dans cette conjoncture historique, les deux modèles ont pu être co-présents, mais au lieu de définir l'acteur contestataire et son ennemi, ils ont contribué l'un et l'autre à définir l'acteur, et lui seul.

Face à la dictature, en effet, l'action d'E.T.A. pouvait rassembler aussi bien des révolutionnaires de toute sorte, que des nationalistes désireux d'en finir avec l'oppression franquiste, mais aussi de mettre en place une démocratie.

Puis survient la mort de Franco, et l'époque de la transition. A partir de là, un observateur superficiel aurait pu penser que la lutte armée allait disparaître, vidée de son sens, puisque privée de son ennemi. Mais comme on l'a vu, c'est un tout autre processus qui s'est mis en place, et qui comporte deux aspects centraux.

D'une part, le passage à la démocratie renforce le mouvement au lieu de l'affaiblir, il lui apporte, pendant quelques années, l'occasion de conquérir une audience considérablement élargie. E.T.A. trouve un second souffle en expulsant en dehors d'elle-même, en quelque sorte, ce qu'elle avait internalisé dans la période antérieure, l'idée de démocratie institutionnelle, en fait jusque-là toujours très minoritaire en son sein, mais qui désormais n'y trouve aucun espace. Le passage à la démocratie crée les conditions de la dialectique évoquée par David Apter,³⁴ et ce qui est remarquable est qu'E.T.A. s'engouffre dans cette dialectique, et l'entérine pleinement. E.T.A. incarne bien l'"inversionary discourse" théorisé par David Apter, y compris dans ses trois niveaux, et qui s'oppose au discours, qu'elle rejette, de la démocratie institutionnelle.

Mais d'autre part, cette orientation tranchée de l'acteur l'affaiblit, et ce à deux titres au moins. Elle crée en son sein des tensions considérables, entre "milis" et "poli-milis", elle suscite des scissions, elle génère une succession de crises internes qui se soldent à chaque fois par le départ d'activistes qui s'ouvrent à des projets de lutte institutionnelle ou, tout simplement, qui sont las d'une lutte armée qui a dévoré leur vie personnelle et veulent participer paisiblement à la vie moderne, en dehors à la limite de toute action politique; elle anime aussi des violences internes, comme l'assassinat de Pertur.

Et par ailleurs, cette orientation d'E.T.A. a pour effet de creuser une distance sans cesse plus grande entre elle et le P.N.V. Jusqu'à la transition, en effet, ce parti n'avait jamais véritablement coupé les ponts avec E.T.A. Il voyait dans l'organisation de la lutte armée un héritier excessif, certes, mais courageux et luttant pour la même cause. Les militants d'E.T.A. étaient pour lui un peu comme des enfants terribles, toujours bien accueillis lorsqu'ils venaient demander de l'aide, un abri, des moyens d'échapper à la répression, et avec qui l'action commune n'était pas nécessairement exclue.

Mais le P.N.V. n'a guère hésité à opter pour la voie institutionnelle, et même pour se constituer, au Pays Basque, comme un parti de gouvernement, installé au pouvoir dès la fin de la transition, à Vitoria. Dès lors, les eaux se sont séparées, même si certaines conjonctures ont fait qu'elles se sont parfois rapprochées, et le nationalisme indépendantiste et marxiste-léniniste d'E.T.A. s'oppose au nationalisme ouvert à la négociation et à la démocratie institutionnelle du P.N.V.

Mais il faut ici être plus précis. Si E.T.A. est clairement définie par son opposition à la démocratie institutionnelle, ceux qui s'en réclament, et qui constituent, avec la nébuleuse de partis réunis sous le sigle de H.B., son bras légal et politique, ne sont pas exclus de la vie institutionnelle. H.B. est très présente dans les débats les plus ouverts, et dispose d'un important organe de presse, Egin. Elle est présente lors des élections, et joue le jeu de la démocratie locale. Ses élus sont nombreux à siéger dans des conseils municipaux, et elle gère plusieurs municipalités. Elle a une attitude plus complexe s'il s'agit du niveau national espagnol, ses élus adoptant généralement, mais pas nécessairement, une attitude confinant au boycott. H.B. se situe dans une zone intermédiaire, où la force des positions rupturistes sert aussi à peser dans un espace institutionnel, à négocier, à rencontrer d'autres partis, et où la violence apparaît souvent comme un instrument, brandi comme menace ou utilisé effectivement, dans des mécanismes inscrits dans une logique de démocratie institutionnelle.

Il est impossible de dissocier E.T.A. de H.B., même si cette dernière vit parfois en son sein d'importantes tensions entre cette participation politique, et les exigences de la lutte armée, auxquelles elle est dans l'ensemble subordonnée. C'est pourquoi il est tout autant impossible de considérer qu'E.T.A. se réduit à une pure logique d'"inversionary discourse", et qu'il faut aussi admettre qu'elle n'est pas étrangère à ce que David Apter appelle un "exchange model", dans lequel la violence fonctionne sur un mode stratégique.³⁵

"Inversionary discourse" et inversion terroriste

Tel qu'il est formulé par David Apter, le concept d'"inversionary discourse" rend compte d'une opposition radicale d'un acteur aux catégories de la démocratie et de l'Etat qui la met en oeuvre.³⁶

Tel que je l'ai moi-même formulé, le concept d'inversion renvoie au rapport, de plus en plus artificiel, qu'un acteur entretient avec ceux au nom de qui il agit, classe ou nation par exemple. L'inversion, ici, traduit un renversement où l'idéologie de l'acteur est au plus loin de l'expérience vécue de ceux qu'il prétend représenter, et dénature la matrice idéologique d'où elle est issue, en même temps que la violence devient de plus en plus aveugle, de plus en plus terroriste.

Chacun de ces deux concepts est utile pour analyser l'expérience d'E.T.A.

Le premier rend bien compte de la fondation du mouvement, qui se constitue dans la rupture avec les attitudes plus prudentes du P.N.V., et dans l'appel à la lutte armée. Il est également particulièrement opérant s'il s'agit de la conjoncture, qui vient d'être rappelée, de la transition à la démocratie. E.T.A., dans toute sa trajectoire, se comporte comme une force "rupturiste", et entre bien, de ce point de vue, dans la logique de l'"inversionary discourse", dont le concept éclaire aussi la période la plus récente, avec simplement les limites qui ont été signalées dans le paragraphe précédent.

Le second concept, l'inversion, au sens où nous l'avons présentée, n'est guère utile s'il s'agit des premières années de l'histoire d'E.T.A., de l'époque où la violence est limitée, hautement morale, comprise et soutenue par de très larges pans de l'opinion publique basque, mais aussi internationale. Mais plus la démocratie s'impose en Espagne, plus aussi se décompose le mouvement ouvrier et déclinent les nouveaux mouvements sociaux, antinucléaire et féministe notamment, plus s'esquisse l'inversion terroriste, ce qui ne signifie nullement que l'"inversionary discourse" s'affaiblit. Au contraire, ce dernier se durcit dans l'image d'une lutte à mort, implacable, substituant une violence sans cesse plus aveugle à la légitimité antérieure et aux valeurs morales qu'E.T.A. pouvait prétendre incarner.

Il n'y a pas à opposer les deux concepts. Le premier définit un principe d'opposition, il situe l'acteur par rapport à l'Etat et au fonctionnement institutionnel. Le second définit un principe d'identité qui se pervertit, il situe l'acteur par rapport à la population qu'il affirme représenter. Le premier est tourné vers le haut, le second vers le bas.

Dans l'expérience basque, comme dans de nombreuses autres expériences, la trajectoire de l'acteur passe d'abord par une phase où il se pose par l'opposition aux valeurs de la démocratie et de ses institutions—avec ceci de particulier que cette phase est précédée par un moment fondateur qui se joue face à une dictature. Puis l'acteur, enfermé de plus en plus dans sa logique de rupture, et informé par une mutation sociale et politique sur laquelle il n'a guère de prise, entre dans la spirale, chaotique, de l'inversion, au sens où nous l'avons définie. L'"inversionary discourse" est le point de départ, l'inversion terroriste celui d'arrivée, selon une pente qui ne présente rien d'exceptionnel.

Endnotes

- ¹ Cf. Edward Shils, "Primordial, personal, sacred and civil ties", in **British Journal of Sociology**, June, 1957; Clifford Geertz, "The integrative revolution. Primordial sentiments and civil politics in the new States", in **Old Societies and New States**, C. Geertz éd., London, The Free Press of Glencoe, 1963, pp. 105-157.
- ² Cf. par exemple, Louis Dumont, **Essais sur l'individualisme**, Paris, Seuil, 1987.
- ³ Alain Renaut, "Logiques de la nation", in **Théories du nationalisme** (sous la direction de Gil Delannoi et Pierre-André Taguieff), Paris, Kimé, 1992, pp. 28-46.
- ⁴ Sur la théorie d'"inversionary discourse", cf. David E. Apter, "Democracy and Emancipatory Movements: Notes for a Theory of Inversionary Discourse", **Development and Change**, Vol. 23, No. 3, 1992, pp. 139-173; et David E. Apter, **Democracy, Violence and Emancipatory Movements: Notes for a Theory of Inversionary Discourse**, UNRISD Discussion Paper, à paraître.
- ⁵ Sur les principes de la méthode d'intervention sociologique, cf. Alain Touraine, **La voix et le regard**, Paris, Seuil, 1978.
- ⁶ Cf. Michel Wieviorka, **Sociétés et terrorisme**, Paris, Fayard, 1988.
- ⁷ Cf. Francisco Letamendia, **Les Basques. Un peuple contre les Etats**, Paris, Seuil, 1977.
- ⁸ Cf. David E. Apter, op. cit., 1992 et à paraître.
- ⁹ Cf. Fernando Sarrailh de Ihartza (pseudonyme de Federico Krutwig), **Vasconia**, Buenos Aires, Norbait, 1962.
- ¹⁰ Cf. l'ouvrage anonyme, qui retrace cette expérience, **Barro y asfalto**, Cuaderno Barrokan, Euskaldunak Derrok Bak, s.d.
- ¹¹ Cf. par exemple Francisco Letamendia, "Ortzi", **Historia de Euskadi: el nacionalismo vasco y E.T.A.**, Barcelona, Iberica de Ediciones y Publicaciones, 1971; et Jose Mari Garmendia, **Historia de E.T.A.**, San Sebastian, Haranburu, 1980 (2 volumes).
- ¹² Juan Aranzadi, **Milenarismo vasco**, Madrid, Taurus, 1982.
- ¹³ Julio Caro Baroja, **El laberinto vasco**, San Sebastian, Txertoa, 1984.
- ¹⁴ Antonio Beristain, "Los terrorismos en el Pais Vasco y en España", in **Violencia política en Euskadi**, Bilbao, Desclée de Brouwer, 1984, pp. 169-195.
- ¹⁵ Francis Jaureguiberry, **Question nationale et mouvements sociaux au Pays Basque sud**, thèse de 3e cycle, Paris, EHESS, 1983.
- ¹⁶ Theodor Adorno et al., **The Authoritarian Personality**, New York, Harper, 1960.
- ¹⁷ Cf. James C. Davies, "Towards a Theory of Revolution", in **The American Sociological Review**, August, 197, pp. 607-610; Ted Robert Gurr, **Why men rebel?**, Princeton, Princeton University Press, 1970.
- ¹⁸ James B. Rule, **Theories of Civil Violence**, Berkeley, University of California Press, 1988.
- ¹⁹ Raymond Aron, **L'opium des intellectuels**, Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1968 (rééd.).
- ²⁰ Charles Tilly, **From Mobilization to Revolution**, Reading (Mass.), Addison Wesley, 1978.
- ²¹ Mario Onaindia, **La lucha de clases en Euskadi (1939-1980)**, San Sebastian, Hordago, s.d.
- ²² Francis Jaureguiberry, op. cit.
- ²³ Juan Linz, "An authoritarian Regime: Spain", in Eric Allardt et al., **Cleavages, Ideologies and Party Systems**, Helsinki, The Academic Booshore, 1964, pp. 291-341.
- ²⁴ Sur ce procès, cf. par exemple Gisèle Halimi, **Le procès de Burgos** (préface de Jean-Paul Sartre), Paris, Gallimard, 1971.
- ²⁵ Pour un récit, cf. Julien Aguire, **Operación Ogro. Como y por que ejecutamos a Carrero Blanco**, San Sebastian, Hordago, 1977.
- ²⁶ Georges Sorel, **Réflexions sur la violence**, Paris, Genève, Slatkine, 1981 (réimpression).
- ²⁷ Cf. David E. Apter, op. cit., 1992 et à paraître.

- ²⁸ Pour une première présentation de ce concept, cf. Michel Wieviorka, “Un outil pour l’analyse de la violence politique: La notion d’inversion”, in **Etudes Polémologiques**, n° 37, 1/86, pp. 191-213.
- ²⁹ Cf. David E. Apter, op. cit., 1992 et à paraître.
- ³⁰ Cf. Juan Linz, **Conflicto en Euskadi**, Madrid, Espalsa Calpa, 1986.
- ³¹ Sur cet épisode, et sur cette période, cf. Michel Wieviorka, “Vie et mort de Pertur, militant basque”, in **Passé-Présent**, n° 3, pp. 183-199; pour un document émanant d’un proche de Pertur: Angel Amigo, **Pertur, E.T.A. 71-76**, San Sebastian, Hordago, 1978.
- ³² Sur Iparretarrak, cf. Jean-François Moruzzi, Emmanuel Boulaert, **Iparretarrak. Séparatisme et terrorisme en Pays Basque français**, Paris, Plon, 1988.
- ³³ Cf. David E. Apter, op. cit., 1992 et à paraître.
- ³⁴ Cf. David E. Apter, op. cit., 1992 et à paraître.
- ³⁵ Cf. David E. Apter, op. cit., 1992 et à paraître.
- ³⁶ Cf. David E. Apter, op. cit., 1992 et à paraître.